La déclaration Nostra Aetate (n° 4) du concile Vatican II. Contribution des Belges et des Français à son élaboration

Thérèse Hebbelinck

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/522>

DOI : 10.4000/cmc.522

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 353-392

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Thérèse Hebbelinck, « La déclaration Nostra Aetate (n° 4) du concile Vatican II. Contribution des Belges et des Français à son élaboration », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 10 | 2011, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/522> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.522>

La déclaration *Nostra Aetate* (n° 4) du concile Vatican II
Contribution des Belges et des Français
à son élaboration

Thérèse Hebbelinck

En 2005, à l'occasion des quarante ans de la déclaration du concile Vatican II *Nostra Aetate*, de nombreuses manifestations eurent lieu en Belgique et en France pour commémorer la publication de ce document. De telles manifestations ne sont pas anodines lorsque l'on plonge dans l'histoire de l'élaboration de ce texte. En effet, la promulgation de cette déclaration catholique sur les religions non chrétiennes s'avère inédite à plusieurs niveaux. Il s'agit tout d'abord du premier document officiel de l'Église concernant les religions non chrétiennes. Ensuite, l'élaboration d'un texte sur les autres religions n'était pas à l'ordre du jour du concile. Il fallut l'intervention du pape Jean XXIII et l'aide de quelques personnes éclairées pour qu'il soit décidé de porter cette question devant les pères conciliaires. À l'origine, il était d'ailleurs prévu de ne parler que du judaïsme, mais l'évolution du concile et du climat mondial engagea les pères à élaborer aussi un discours sur l'islam et sur les autres religions non chrétiennes. Enfin, l'histoire de la déclaration *Nostra Aetate* est des plus complexes. Liée aux contingences historiques et aux événements du Proche-Orient, cette déclaration rencontra bien des difficultés avant d'être finalement votée et promulguée en séance publique le 28 octobre 1965 lors de la 4^e session du concile.

Le texte final connu sous le nom de *Nostra Aetate* – ces deux premiers mots latins de la déclaration signifiant « À notre époque » – est divisé en cinq paragraphes. Dans le préambule, le concile parle sur toile de fond de l'évolution de l'humanité et il évoque la mission de l'Église, qui est de promouvoir l'unité entre les individus mais aussi entre les peuples. Le deuxième paragraphe donne un descriptif des différentes religions en s'attardant plus particulièrement sur l'hindouisme et le bouddhisme. L'Église catholique reconnaît ce qui est vrai et saint dans les autres religions, chacune apportant un rayon de vérité. Le chapitre trois est consacré à l'islam, alors que le chapitre 4 l'est au judaïsme.

Enfin, dans son dernier paragraphe, la déclaration traite de la fraternité universelle et rappelle l'opposition de l'Église à toute forme de discrimination. La présente étude s'attachera à retracer l'histoire de la déclaration concernant les juifs, qui aboutit à l'élaboration du paragraphe 4 de cette déclaration conciliaire sur les religions non chrétiennes. Ainsi, lorsque nous parlerons de *Nostra Aetate*, cela sous-entend que nous parlons du paragraphe 4 concernant les juifs.

L'histoire de la déclaration *Nostra Aetate* n° 4 n'est plus à faire. De nombreux ouvrages relatent le lent processus qui mena au vote final du 15 octobre 1965¹. Cependant, cet article se propose de parcourir à nouveau cette histoire, mais en l'approchant sous un angle nouveau : nous proposons d'apporter un éclairage sur le rôle qu'ont joué certains Belges et certains Français dans l'élaboration de *Nostra Aetate*. Pour cela, nous avons mené une recherche afin de collecter des informations sur les acteurs conciliaires belges et français, informations qui figurent dans des travaux ou articles relatifs à la déclaration conciliaire. Nous avons également eu accès à des sources nouvelles se trouvant dans les archives du centre *Lumen Gentium* à Louvain-la-Neuve, dans celles de l'archevêché de Malines, ainsi que chez les sœurs de Sion à Paris. À partir de ces documents, nous avons tenté un effort de mise en ordre qui a abouti à cette synthèse.

L'histoire de *Nostra Aetate* étant extrêmement complexe, nous proposons de suivre un plan chronologique. Notre étude évoluera donc au fil des quatre sessions et des trois intersessions conciliaires, sans oublier la phase préparatoire. Pour chacune de ces étapes, nous mentionnerons et développerons le rôle qu'ont pu jouer certains acteurs catholiques belges et français. Nous mettrons également en

¹ Voir à ce sujet : É. Fouilloux, « L'étape Vatican II », dans *Actes du colloque juifs et chrétiens : entre ignorance, hostilité et rapprochement (1898-1998)*. Colloque des 18 et 19 novembre 1998 organisé par Annette Becker, Danielle Delmaire et Frédéric Gugelot (UL 3 travaux et recherches), Lille, Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, pp. 195-209 ; A.-M. Henry (éd.), *Vatican II. Les relations de l'Église avec les religions non chrétiennes*, Paris, 1966 ; M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vaticanum II over de Joden. Een historiek*, dans *Collationes*, n° 36, 2006, pp. 149-177 ; R. Laurentin, *L'Église et les juifs à Vatican II* (Église vivante), s.l., Casterman, 1967 ; A. Gilbert, *The Vatican Council and the Jews*, Cleveland-New York, 1968 ; J. M. Oesterreicher, « Kommentierende Einleitung », dans *Lexikon für Theologie und Kirche, Das Zweite Vatikanische Konzil*, t. II, 1967, pp. 406-478. Sur le concile Vatican II, cf. G. Alberigo (Éd.), *Histoire du concile Vatican II (1959-1965)*, 5 tomes, version française éd. É. Fouilloux, trad. par Jacques Mignon, Paris, 1997-2005.

exergue les différents moments de crise qui entraînèrent des modifications du texte.

Phase antépréparatoire (mai 1959 – mai 1960), phase préparatoire (juin 1960 – octobre 1962) et première session (octobre – décembre 1962)

Peu de temps après son élection le 28 octobre 1958, le pape Jean XXIII annonça le 25 janvier 1959 aux cardinaux la convocation d'un concile œcuménique. À l'origine, la question juive n'était pas à l'ordre du jour, mais personne n'ignore aujourd'hui le rôle qu'a joué l'historien français Jules Isaac dans la mise en route d'un document concernant les juifs. Le 13 juin 1960, Jules Isaac rencontra le nouveau pape et lui parla de l'opportunité pour l'Église de réviser son enseignement à l'égard du judaïsme lors de ce concile. Il lui parla également de ce qu'il appelait « l'enseignement du mépris ». Paule Berger Marx a expliqué dans sa thèse de doctorat publiée sous le titre *Les relations entre les juifs et les catholiques dans la France de l'après-guerre* les origines de cette audience papale ainsi que les répercussions qu'elle eut². Jules Isaac avait été reçu non seulement par le pape, mais également par des membres importants de la curie romaine. Comme il l'expliquait à son amie Claire Huchet-Bichop dans une lettre datée du 16 août 1960, il avait pu établir de bons contacts avec Rome. Il estimait qu'il y avait désormais de grandes chances pour que la question concernant l'enseignement de l'Église vis-à-vis d'Israël et la position de l'Église par rapport au judaïsme soit étudiée dans une commission ou une sous-commission spéciale et que cette question soit abordée lors du concile. À ce moment-là, cette question était encore confidentielle comme l'expliquait Jules Isaac : il s'agissait « d'une vraie négociation diplomatique et rien n'en a été publié »³.

Dans cette phase préparatoire du concile, diverses autres initiatives furent prises pour encourager une réflexion sur les juifs et le judaïsme. Ce fut le cas notamment de l'Institut biblique de Rome, qui demanda que la question juive soit traitée lors du concile. L'Institut judéo-

² P. Berger Marx, *Les relations entre les juifs et les catholiques dans la France de l'après-guerre. 1945-1965*, Paris, 2009, pp. 434-436.

³ *Lettre de Jules Isaac à Claire Huchet-Bichop*, dans *Sens*, n° 7/8, 2002, pp. 401-403.

chrétien de Seton-Hall aux États-Unis, dirigé par Mgr John Oesterreicher, entreprit de son côté de lancer une pétition, qui fut signée par quinze prêtres désireux que la catéchèse chrétienne soit expurgée des termes blessants à l'égard des juifs⁴. Le père Paul Démann, prêtre français de la Congrégation des Pères de Sion, joua également un rôle important dans la préparation des mentalités. À travers sa revue, les *Cahiers sioniens*⁵, il a abordé des questions sensibles comme celle de l'enseignement sur les juifs donné dans la catéchèse et la prédication catholique⁶. Au cours de l'été 1960, une autre initiative fut prise par la Conférence catholique pour les questions œcuméniques (fondée aux Pays-Bas par les abbés Willebrands et Thijsen). Ce groupe international de prêtres et de laïcs réunis dans la ville d'Apeldoorn rédigea un mémoire sur le rôle du peuple juif dans l'histoire du Salut et le transmit au cardinal Augustin Bea. Charles Moeller – prêtre belge portant un intérêt à la question du judaïsme et devenu expert officiel au concile en 1963 – avait été invité à faire partie de ce groupe d'étude⁷.

De juin à septembre 1960, le concile mit en place les commissions préparatoires. Le 5 juin 1960, le Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens fut créé. Plus de quatre mois plus tard, le 18 octobre, le pape confia au cardinal Bea, président du Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens, la responsabilité de réfléchir à la question des relations entre juifs et catholiques. Une sous-commission n° 10 fut créée. Cette sous-commission était composée de quatre membres : trois d'origine germanique – l'abbé Leo von Rudloff (prêtre allemand en mission à Jérusalem, où il avait la charge de l'église de la Dormition), Grégory Baum (prêtre augustin d'origine juive) et Mgr John M. Oesterreicher (prêtre d'origine juive, conseiller du cardinal König de Vienne) – et un Français, Georges H. Tavard (prêtre de l'ordre des Augustiniens de

⁴ J. M. Oesterreicher, *Une vision authentique du lien qui unit l'Église et le peuple juif*, dans *Sens*, 12, 1986, pp. 356-357.

⁵ Les *Cahiers sioniens* est le titre d'une revue catholique qui a porté sur les juifs un regard positif et qui combattit vigoureusement l'antijudaïsme chrétien. Ces cahiers anticipèrent les intuitions et les décisions du concile Vatican II.

⁶ P. Démann, « Les juifs dans la catéchèse », dans *Cahiers sioniens*, numéro spécial, 1952, 16 p.

⁷ F. Colleye, *Charles Moeller et l'arbre de la croix. Crise de l'Église et désarroi du monde. La vie d'un théologien du XX^e siècle*, Paris, 2007, p. 359 ; A.-M. Henry (éd.), *Vatican II...*, p. 39 ; R. Laurentin, *L'Église et les juifs à Vatican II* (Église vivante), s. l., Casterman, 1967, p. 12.

l'Assomption)⁸. Le cardinal Bea aurait souhaité pouvoir introduire le père Démann dans cette sous-commission, mais il ne l'a pas fait parce qu'elle comptait déjà deux juifs convertis et « cela n'aurait pas été très démocratique qu'il en siégeât plusieurs ». S'il ne fit pas partie de cette sous-commission, Paul Démann entretint cependant un rapport très suivi avec le cardinal Bea. De plus, il connaissait bien Mgr Oesterreicher, qui avait participé à la rédaction des premiers numéros des *Cahiers sioniens*⁹.

Pendant ce temps, le Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens ou SCUF (*Secretariatus ad Christianorum Unitatem Fovendam*) se mettait également en place. Sa première session plénière eut lieu en novembre 1960. Au cours de cette rencontre, la question des juifs fut déjà mise sur le tapis. On signala que Jules Isaac avait demandé au cardinal que des juifs soient invités au concile¹⁰. Il n'y eut finalement pas d'observateurs juifs au concile malgré la proposition faite par le cardinal Bea à Nahum Goldmann, président du CJM (Congrès juif mondial) à l'automne 1960. Lors de cette rencontre, la discussion avait notamment porté sur la représentation juive au concile. Après avoir consulté le rabbin Joseph Soloveitchik, de Boston, le président du Congrès juif mondial, Nahum Goldmann avait dit qu'il ne souhaitait pas qu'il y ait d'observateurs juifs car le concile était une affaire de chrétiens. En revanche, il avait accepté l'idée du cardinal Bea, qui était d'écrire un *mémoire* pour les pères conciliaires. Celui-ci fut finalement remis trop tard – le texte *De Judaeis* ayant déjà été rédigé – de sorte qu'il n'eut guère d'influence au concile. Dans son journal du concile, le dominicain français Yves Congar signale qu'il suivit avec intérêt ces pourparlers au sujet de la présence d'observateurs juifs au concile¹¹.

Lors de cette première réunion du Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens, l'abbé Willebrands (nommé secrétaire du SCUF en 1960 et

⁸ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II...*, p. 197 ; voir le compte rendu de G. Alberigo et J. A. Komonchak (éd.), *History of Vatican II* (vol. 1, *Announcing and Preparing Vatican Council II. Toward a New Era in Catholicism*, Louvain, 1995) par G. H. Tavard, dans *Theological Studies*, n° 57, 1996, pp. 757-758 ; G. M. Riegner, *Ne jamais désespérer. Soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme*, Paris, 1998, pp. 363-364.

⁹ P. Berger Marx, *Les relations entre les juifs et les catholiques...*, p. 441.

¹⁰ M. Velati, *Dialogo e rinnovamento Verbali e testi del segretariato per l'unità dei cristiani nella preparazione del concilio Vaticano II (1960-1962)*, Bologne, 2009, p. 83.

¹¹ Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 1, Paris, 2002, p. IX.

évêque en 1964) avait déjà fait remarquer qu'on courait le danger de voir la politique se mêler au domaine exclusivement religieux. Sa crainte ne tarda pas à se voir confirmée. En effet, dès cette phase préparatoire du concile, eurent lieu les premières oppositions diplomatiques. Elles se manifestèrent suite à la proposition qui avait été faite d'inviter des observateurs juifs au concile¹².

Du côté de la sous-commission n° 10, Mgr Oesterreicher avait formé un petit groupe non officiel qui travaillait avec lui et échangeait des idées. Un premier projet fut rédigé. Pour ce faire, les membres du groupe – dont Gregory Baum, Leo von Rudloff et Georges H. Tavard – se réunirent plus d'une fois dans le New Jersey, avant que J. M. Oesterreicher ne finalise le rapport. Ce travail rédactionnel s'échelonna de février à novembre 1961. Le texte fut discuté lors des sessions plénières de la sous-commission au mois d'avril et au mois d'août 1961¹³. Le schéma sur les juifs était alors un projet de sept pages. Il contenait déjà la majeure partie des idées du texte actuel.

Au mois de novembre 1961, lors de la réunion du SCUF, le cardinal Bea invita à réduire le texte à cause de fuites et du risque d'apparition de difficultés politico-religieuses¹⁴. Le texte de 7 pages fut alors limité à 42 lignes, mais il contenait toujours une ferme condamnation de l'antisémitisme¹⁵. Ce texte est connu sous le nom de *Decretum de Judaeis*. Le pape Jean XXIII autorisa le Secrétariat à le présenter devant la Commission centrale préparatoire du concile – commission chargée d'établir le programme du concile – le 2 février 1962. Cette commission se réunit le 20 juin de cette même année. Elle décida d'écarter ce premier texte de l'ordre du jour de l'assemblée conciliaire¹⁶. La véritable raison pour laquelle ce *Decretum* fut refusé était due à une nouvelle qui circula et s'avéra erronée, nouvelle selon

¹² R. Laurentin, *L'Église et les juifs*..., p. 13.

¹³ G. H. Tavard, *Compte rendu de G. Alberigo et Joseph A. Komonchak (Éd.), History of Vatican II*..., pp. 757-758 ; M. Velati, *Dialogo e rinnovamento*... pp. 236 *sqq.* ; pp. 307 *sqq.*

¹⁴ Des objections étaient attendues de la part du monde arabe. De plus, des théologiens et évêques n'étaient pas préparés à considérer de manière positive le judaïsme.

¹⁵ Cf. le texte de 42 lignes dans M. Velati, *Dialogo e rinnovamento*... pp. 360-361.

¹⁶ Le cardinal secrétaire d'État Cicognani présenta les deux arguments suivants comme justificatif : l'importance de ménager les opinions publiques arabes ; la nécessité pour le concile de se limiter aux questions concernant l'Église catholique. Le concile voulait éviter qu'on interprète ses positions comme étant d'ordre politique ou comme constituant une préparation à la reconnaissance de l'État d'Israël.

laquelle on avait désigné comme observateur au concile Chaïm Wardi, conseiller pour les affaires chrétiennes du ministère israélien des cultes. Cela avait suscité une grosse émotion dans le monde arabe. Les ambassadeurs arabes avaient prétendu que le gouvernement israélien voulait avoir une influence au concile. Cet impair fut également utilisé par les cercles conservateurs de la Curie. Ce fut la première crise importante du concile dans ses relations avec les juifs¹⁷.

La première session conciliaire s'ouvrit le 11 octobre 1962. Au cours de cette session, le texte sur les juifs ne fut pas mis à l'ordre du jour, mais on y fit quelques allusions lors d'autres débats incluant la discussion sur le schéma du *De Ecclesia*¹⁸. Un événement significatif qui marqua cette période fut l'élévation le 19 octobre 1962 du Secrétariat pour l'Unité au rang de commission conciliaire par le pape Jean XXIII. Jusqu'alors, le Secrétariat, n'étant pas une commission conciliaire, n'était pas habilité à préparer des schémas pour les pères. Suite à cette décision papale, l'unité des chrétiens devenait un objectif décisif et officiel du concile¹⁹.

Première intersession (décembre 1962 – septembre 1963) et deuxième session (septembre – décembre 1963)

Le début de la première intersession fut marqué par la résurrection du *Decretum de Judaeis*. Ce projet, qui avait été écarté en juin 1962, refit surface en décembre 1962 suite à un mémorandum présenté par le cardinal Bea au pape. Dans ce document intitulé *Il Concilio e la questione del popolo ebraico*, le cardinal expliquait les raisons pour lesquelles il fallait, selon lui, retenir le schéma sur les juifs pour le concile. Le pape accepta immédiatement le réexamen de cette question et il le confirma dans une lettre datée du 13 décembre²⁰. À partir de ce moment, le Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens se remit donc à l'œuvre et élaborait un nouveau texte au cours de la première

¹⁷ Cf. à ce sujet : É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens* ..., pp. 198-199 ; G. M. Riegner, *Ne jamais désespérer*..., pp. 367-369.

¹⁸ M. Lamberigts – L. Declerck, « Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews. An historical survey », dans M. Moyaert – D. Pollefeyt (éds.), *Never Revoked. Nostra Aetate as Ongoing Challenge for Jewish-Christian Dialogue*, Louvain, 2010, pp. 13-56.

¹⁹ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens*..., p. 199 ; M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews*..., pp. 13-56.

intersession. Suite à ce travail mené par le SCUF, une nouvelle version vit le jour. Il s'agissait de la première forme du schéma intitulée *De catholicorum habitudine ad non christianos et maxime ad Iudaeos* et qui constituait le chapitre 4 du schéma sur l'œcuménisme ou *De Oecumenismo*²¹.

L'actualité des mois de décembre 1962 à décembre 1963 montre que ce fut une période charnière concernant le traitement de la question juive lors du concile. Cette période fut en effet marquée par différents événements : la première présentation de la pièce *Le Vicaire* – dont Rolf Hochhuth était l'auteur – à Berlin le 20 février 1963 ; le décès du pape Jean XXIII le 3 juin 1963 et l'élection de son successeur, le pape Paul VI, le 21 juin suivant ; le décès de Jules Isaac le 5 septembre 1963 ; l'influence grandissante des événements politiques (notamment au Proche-Orient) et la montée de l'antisémitisme. Tous ces événements n'ont pas stoppé l'évolution du texte sur les juifs, mais l'ont certainement ralentie et rendue plus laborieuse.

À ce moment, en France, certaines personnes déjà sensibilisées aux relations avec le monde juif commencèrent à élaborer une réflexion visant à aider les pères conciliaires dans la promulgation d'un texte sur les juifs. Ce fut le cas de la Congrégation des Sœurs de Sion ainsi que de certains groupes de l'Amitié judéo-chrétienne. Paule Marx a étudié leur rôle dans son livre relatif aux relations judéo-chrétiennes²². Les archives conservées par les religieuses de Sion permettent également d'apporter un éclairage sur le rôle de la Congrégation lors du concile²³. À travers ce chapitre, nous donnerons un rapide aperçu du travail mené par ces personnes et par ces institutions, tout en précisant bien que nous ne pouvons pas mesurer, ni connaître les répercussions et l'influence qu'eurent leurs démarches dans l'élaboration de la déclaration.

²⁰ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens ...*, p. 199 ; G. M. Riegner, *Ne jamais désespérer...*, p. 374.

²¹ Pour le texte, cf. *AS II*, 5, pp. 431-432 ou *Acta et documenta concilio oecumenico Vaticano II apparando*, II, 5, Rome, Typis polyglottis Vaticanis, 1960-1964.

²² P. Berger Marx, *Les relations entre les juifs et les catholiques...*, pp. 452-456 (pour l'AJCF), pp. 456-462 (pour les Sœurs de Sion).

²³ Archives des Sœurs de Sion (ASS), farde « concile Vatican II » : archives conservées par les religieuses au 71, rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris.

Le début de l'implication de la Congrégation des religieuses de Sion dans le processus conciliaire date du mois de décembre 1962. Après la première session conciliaire, le Conseil général de la Congrégation de Notre-Dame de Sion estima qu'il fallait mener une action auprès des évêques des différents pays où les religieuses étaient implantées, et d'abord en France. Sœur Bénédicte, religieuse de Notre-Dame de Sion (NDS), fut appelée à Paris et se lança dans ce qu'elle appela la « bataille de *Nostra Aetate* ». Elle le fit en accord avec le Conseil général de la Congrégation des Sœurs de Sion, appuyée par les conseils et l'amitié, entre autres, du cardinal Bea, du pasteur Richard Molard, de Lukas Vischer, du père Kurt Hruby, du père Pierre Dabosville et du père Roger Braun. Pendant cette période, la religieuse contacta et rencontra – seule ou avec sœur Magda (également sœur de NDS) – différents évêques français : Mgr Jean-Marie Villot, évêque coadjuteur de Lyon ; le cardinal Joseph-Marie Martin, archevêque de Rouen ; Mgr Pierre Veuillot, évêque coadjuteur de Paris (qui fut archevêque de Paris de 1966 à 1968). Ce dernier se montra très attentif aux dires de la religieuse et lui suggéra qu'elle ait un expert à ses côtés. Il lui conseilla de rencontrer Yves Congar et l'invita à rédiger une note synthétisant ses idées²⁴. Mettant en application ces conseils, sœur Bénédicte rencontra le 23 septembre 1963 le père Congar à Strasbourg et rédigea – avec l'aide du père Kurt Hruby (grand connaisseur du judaïsme) et du pasteur Richard Molard (par souci d'œcuménisme) – une note en quatre points spécifiant qu'« Israël, le peuple juif » se situait « à l'intérieur du déroulement de l'Histoire de l'Église », était le « peuple racine de l'Église », était le « peuple témoin historique de la révélation biblique du Dieu vivant », et enfin, avait « partie liée avec l'Église dans le déroulement du dessein de Dieu dans l'eschatologie [...]. Ce qui écarte absolument l'idée du peuple juif rejeté de Dieu »²⁵.

Ce document fut transmis immédiatement aux évêques déjà contactés précédemment ainsi qu'à quelques autres prélats (le cardinal Achille Liénart de Lille, Mgr François Marty de Reims, Mgr Émile-Maurice Guerry de Cambrai et Mgr Gabriel-Marie Garrone de Tou-

²⁴ « Témoignage de sœur Bénédicte, fondatrice du SIDIC », dans *Sens*, n° 11/12, 1998, pp. 502-506.

²⁵ ASS, farde « concile Vatican II », compte rendu du 20.09.63 et note de 1963 préparée par Sr Bénédicte, K. Hruby et R. Molard.

louse). De même, il fut donné à plusieurs experts conciliaires (Yves Congar, Henri Denis, Henri Cazelles, Henri de Lubac). Sœur Louise-Marie (sœur de NDS qui travailla avec sœur Bénédictine dès les lendemains du concile) témoignait : « Nous savions qu'il fallait contacter certains évêques, mais surtout les théologiens qui travaillaient pour eux, car on savait que s'ils étaient touchés, c'est eux qui feraient le travail de toute façon. Les évêques, on leur apportait des papiers tout faits. »²⁶

Suite à l'envoi de leur note, les Sœurs de Sion reçurent entre le 30 septembre 1963 et le 18 octobre 1963 – c'est-à-dire pendant la deuxième session – un afflux de réponses positives et encourageantes. Celles-ci provenaient de Rome et étaient envoyées par les évêques et les experts. Ils s'engageaient à travailler pour faire passer ces propositions²⁷. Concrètement, nous ne pouvons pas savoir quel fut l'impact de cette note dans l'évolution de la déclaration conciliaire.

Une personnalité française qui se fit remarquer sur la question juive lors du concile fut l'évêque de Lille, le cardinal Achille Liénart. Ce dernier avait déjà manifesté son intérêt pour les juifs et le judaïsme dans sa lettre pastorale de carême de février-mars 1960. Dans celle-ci, intitulée *La question juive et la conscience chrétienne*, il dénonçait les signes d'antisémitisme constatés chez les chrétiens et rappelait la « doctrine trop peu connue de l'Église sur la destinée du peuple juif ». De plus, il se démarquait de l'idée encore acceptée collectivement selon laquelle le peuple juif avait une responsabilité collective dans la mort du Christ²⁸. Jules Isaac avait mis beaucoup d'espoir dans l'évêque de Lille. Comme il l'écrivait le 25 janvier 1961 à sœur Gendron – sœur salésienne engagée dans l'œcuménisme –, il comptait sur le soutien que le cardinal lui avait promis²⁹. Au cours de la première intersession, le cardinal Liénart joua un rôle lors de la troisième réunion de la Commission de coordination – commission créée par Jean XXIII au début du mois de décembre 1962 –, qui eut lieu le 3 juillet 1963. À cette occasion, la commission examina le chapitre 4 du *De Oecumenismo*. Ce

²⁶ Entretien avec sœur Louise-Marie Niesz, 11.05.2009.

²⁷ P. Berger Marx, *Les relations entre les juifs et les catholiques...*, pp. 457-460.

²⁸ A. Liénart, « La question juive et la conscience chrétienne », dans *Message*, numéro spécial (février-mars 1960), 4 p.

²⁹ « Lettre de Jules Isaac à Sœur Gendron (25.05.1961) », publiée dans *Tsafon*, 1990-1991, pp. 38-39.

texte parlait des non-chrétiens, mais aussi des juifs. L'évêque de Lille proposa un ajout avant le dernier alinéa : « Ainsi donc, que les prêtres prennent garde de ne rien dire, soit dans la catéchèse, soit dans la prédication, qui puisse faire naître haine ou mépris envers les juifs. » Cette addition fut acceptée par le cardinal Cicognani, président de la Commission de coordination³⁰.

En juillet 1963, cette même Commission approuva le premier schéma *De catholicorum habitudine ad non christianos et maxime ad Iudaeos* (ou chap. 4 du schéma *De Oecumenismo*) élaboré par le Secrétariat pour l'Unité, de sorte qu'il put être envoyé aux pères conciliaires. Le cœur de ce texte était identique au *De Iudaeis*, mais comportait deux ajouts importants : une courte introduction relative à la volonté d'étendre le dialogue à toutes les religions dans le but de désamorcer certaines oppositions ; le refus de l'accusation de déicide. La première forme du schéma *De catholicorum habitudine ad non christianos et maxime ad Iudaeos* s'articulait selon les idées principales suivantes : une introduction expliquant pourquoi il était nécessaire de faire une déclaration au sujet du dialogue et de la coopération avec les non-chrétiens ; le rappel que le judaïsme occupe une place unique pour l'Église parmi les autres religions non-chrétiennes en raison des racines juives de la foi chrétienne ; l'insistance sur le fait que bien que les juifs soient restés loin du Christ, il ne faut pas les considérer comme maudits par Dieu et déicides ; dans la catéchèse et la prédication, il ne faut rien dire qui encourage la haine et l'outrage à l'égard des juifs ; le rappel que Jésus, Marie et les apôtres étaient juifs ; le concile encourage le dialogue avec les juifs.

La deuxième session conciliaire ne vit pas la discussion, ni le vote de ce texte mais, bien qu'il ne fût pas discuté, on y fit fréquemment référence au cours de la discussion sur les trois premiers chapitres du *De Oecumenismo*³¹. Le chapitre 4 fut pourtant présenté aux pères lors de la discussion sur le *De Oecumenismo*, qui eut lieu de la 69^e à la 79^e congrégation générale, soit du 18 novembre au 2 décembre 1963. Le 18 novembre (69^e CG), le cardinal Amleto Giovanni Cicognani – président de la Commission pour les Églises orientales et secrétaire d'État –

³⁰ A. Liénart, « Vatican II », dans *Mélanges de Science Religieuse*, n° supplémentaire, 1976, pp. 95-96.

³¹ M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews...*, pp. 13-56.

présenta à la discussion des pères le 1^{er} schéma – *De catholicorum habitudine ad non christianos et maxime ad Iudaeos* – consacré aux non-chrétiens et essentiellement aux juifs³². Immédiatement, des oppositions se manifestèrent de la part des évêques des pays arabes (interventions hostiles des patriarches Tappouni – syrien –, Maximos IV Saigh – melkite – et Stephanos I^{er} – copte) ainsi que du cardinal Ruffini de Palerme ; en outre, on constatait une opposition de nature antisémite. Celle-ci se manifesta notamment par la distribution aux pères d'un pamphlet intitulé *Les Hébreux et le Concile*. L'auteur anonyme – un certain Bernardus – y défendait l'idée que les juifs étaient un peuple déicide, contre lequel l'Église devait se battre aujourd'hui encore. Malgré ces premières oppositions, le cardinal Augustin Bea obtint de pouvoir lire son rapport sur le chapitre³³. Il fit sa première intervention le 18 novembre³⁴. Il insista pour montrer : que le texte se situait dans une perspective exclusivement religieuse et qu'il ne voulait pas interférer dans les relations entre les nations arabes et l'État d'Israël ; que le texte était adressé aux chrétiens pour leur indiquer l'attitude correcte qu'il convenait d'avoir avec les juifs. Il expliqua également qu'il s'imposait de rédiger un texte concernant l'antijudaïsme séculaire qui avait préparé le terrain à l'extermination du peuple juif sous le régime national-socialiste, et il insista clairement pour montrer que le peuple juif aujourd'hui ainsi que la majorité des juifs de l'époque de Jésus n'étaient pas responsables de la mort du Christ. Il fallait donc rejeter explicitement l'accusation de déicide³⁵. Le texte présenté par le cardinal Bea ne fit pas l'objet d'une discussion particulière, mais rencontra l'opposition des évêques du monde arabe et d'autres évêques³⁶. Charles Moeller et Pierre Haubtmann ont d'ailleurs rapporté à ce propos que le pape avait fait l'objet de

³² AS II, 5, pp. 468-472.

³³ É. Fouilloux dit qu'A. Bea présente son rapport le 19.11 ainsi que l'affirme R. Laurentin. Or, dans les AS, le rapport du cardinal Bea est lu le 18.11.1963. Cf. Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 1, pp. 538-542 ; É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens ...*, p. 201 ; R. Laurentin, *L'Église et les juifs...*, p. 20.

³⁴ AS II, 5, pp. 481-485.

³⁵ A.-M. Henry (éd.), *Vatican II...*, pp. 42-470.

³⁶ Cf. les réactions au sujet de ce chapitre 4 dans M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews...*, pp. 13-56.

pressions très importantes pour que soient retirés les chapitres 4 et 5 (consacré à la liberté religieuse) du *De Oecumenismo*³⁷.

Dans ce contexte, on assista au deuxième moment de déchaînement contre le texte. Une avalanche d'articles et de pamphlets dans la presse arabe et surtout égyptienne peuvent en témoigner. On s'attardait surtout à montrer que le document proposé ne reprenait que les textes bibliques favorables aux juifs en omettant de signaler ceux qui leur étaient défavorables. Ce climat explique qu'à la fin de la deuxième session, on ne procéda pas au vote sur ce premier schéma, mais qu'on ordonna la rédaction d'un nouveau texte (2^e schéma)³⁸.

En effet, le 2 décembre 1963, lors de la 79^e congrégation générale (CG), le cardinal Bea annonça que, « par faute de temps », il n'y aurait pas de vote sur le chapitre 4 relatif aux juifs et sur le chapitre 5 sur la liberté religieuse. Il proposa qu'on médite sur ces chapitres, afin de pouvoir les aborder lors de la 3^e session et invita les auditeurs à envoyer au Secrétariat général du concile les remarques sur le contenu ou sur la place de ces textes avant le 31 janvier³⁹. Différentes raisons expliquent que le texte n'ait pas été discuté. D'abord, une polémique sur les juifs était jugée dangereuse à la veille du voyage de Paul VI en Terre Sainte (voyage qui se déroula du 4 au 6 janvier 1964). Ensuite, il fallait aussi tenir compte des protestations émanant des nations arabes adressées à la Secrétairerie d'État, ainsi que des critiques théologiques du document exprimées par une minorité de théologiens.

Ce 31 janvier, le cardinal Liénart écrivit à ses « frères très chers » pour partager avec eux quelques remarques et réflexions concernant le chapitre 4 du décret sur l'œcuménisme. Il leur expliqua les raisons doctrinales pour lesquelles il trouvait fondamental de parler des juifs au concile et, selon lui, on pouvait placer ce texte dans le décret sur l'œcuménisme. Il estimait cependant qu'il serait utile et nécessaire de compléter ce texte afin de prendre en considération les patriarches et évêques orientaux. Il proposa à cet égard d'ajouter un paragraphe sur l'islam dont on peut prendre connaissance en lisant sa contribution intitulée « Vatican II » dans les *Mélanges de Science Religieuse*⁴⁰.

³⁷ Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 1, p. 566.

³⁸ G. M. Riegner, *Ne jamais désespérer...*, pp. 379-380 ; R. Laurentin, *L'Église et les juifs...*, p. 21.

³⁹ *AS II*, 6, pp. 364-367 ; sur les juifs, p. 366.

⁴⁰ A. Liénart, *Vatican II...*, pp. 107-108.

Deuxième intersession (décembre 1963 – septembre 1964)

Peu après la fin de la seconde session, l'assemblée générale et le comité directeur de l'Amitié judéo-chrétienne (AJC) se réunirent le 11 décembre 1963. Un compte rendu de cette réunion – que Paule Marx signale dans son livre – nous donne quelques informations sur le rôle joué par l'AJC afin d'encourager l'élaboration d'un texte sur les juifs. Jacques Nantet, vice-président de l'association, intervint au cours de l'année 1963 auprès des prélats romains. Il espérait obtenir des modifications. On lit le texte suivant : « Un texte religieux (non politique) présenté par le Secrétariat de l'Unité (cardinal Bea) en faveur des juifs est maintenant introduit au concile et sortira à la 3^e session. Il pourra être amélioré, l'AJC proposera un texte avec les groupes existants mondialement. » Dans le compte rendu du comité directeur du 20 février 1964 émanant de sœur Bénédictine (qui faisait également partie de l'AJC), on retrouve le même souhait : « Il est question que l'AJC de France propose des suggestions aux pères conciliaires, invitant ceux-ci à prendre en considération certains de nos désirs avant l'élaboration définitive du texte sur les juifs qui, nous l'espérons, sera voté à la 3^e session du concile. »

Quel fut réellement le rôle joué par l'AJC dans l'élaboration de la réflexion conciliaire ? Paule Marx s'est posé cette question dans son ouvrage⁴¹. Selon elle, il est certain que plusieurs sections locales ont eu des contacts avec des personnalités importantes de l'Église, personnalités engagées directement dans le concile ou ayant une responsabilité d'étude et de conseil : à Lille avec le cardinal Liénart, à Strasbourg avec Mgr Elchinger, à Aix-en-Provence avec Mgr de Provençères, à Lyon avec l'abbé Michalon, etc. Ces personnes, explique l'auteur, constituèrent des relais du message de Jules Isaac. Si l'AJC a pu avoir une influence auprès de certaines personnes marquantes du concile, c'est grâce à la mise en ordre de l'Association et à la redéfinition du rôle du Comité directeur. L'AJCF, l'Amitié judéo-chrétienne de France, connut une longue période de difficultés dans les années 1950. Les difficultés rencontrées dans l'AJCF étaient de deux

⁴¹ P. Berger Marx, *Les relations entre les juifs et les catholiques...*, pp. 452-456.

ordres : financière et spirituelle (difficulté à trouver des personnes suffisamment sensibilisées aux relations juifs-chrétiens pour animer des groupes). Vers 1963, une période de réorganisation des groupes d'Amitié judéo-chrétienne se dessina tant à Paris que dans les sections locales⁴².

Outre l'AJC, la Congrégation des Sœurs de Sion poursuivait sa mission d'information et de réflexion concernant une déclaration sur les juifs. Afin d'être « au cœur même de l'Église » en cette période conciliaire, le chapitre général de la Congrégation qui eut lieu en janvier 1964 décida de transférer la maison généralice – qui se trouvait depuis sa fondation au 61, rue Notre-Dame des Champs (Paris) – à Rome. Le Conseil général prit également conscience que la Congrégation – créée au milieu du XIX^e siècle dans le but d'inclure les juifs dans la charité chrétienne tout en respectant le cheminement personnel des individus – ne pouvait pas s'engager dans le tournant introduit par le concile à l'égard des juifs sans que l'Église ne l'y aide. Il lui était en effet difficile de passer d'une attitude "conversionniste" à une posture de promotrice du dialogue avec les juifs exempte de prosélytisme sans que cela ne soit encouragé et reconnu par le Magistère⁴³. Le Conseil général demanda donc au cardinal Bea d'intervenir. Ce dernier vint passer la soirée du 15 janvier 1964 avec les capitulaires⁴⁴. Il leur suggéra de réviser les règles de la Congrégation afin de les adapter à la situation moderne. Ceci sera fait en 1969-1970 et approuvé le 6 mai 1984⁴⁵.

En Belgique, certaines personnes étaient également sensibles à l'évolution de la réflexion de l'Église sur le judaïsme. C'était le cas de l'archevêque de Malines-Bruxelles, le cardinal Léon Joseph Suenens.

⁴² Cf. à ce sujet O. Rota, « Définir la mission de l'AJCF. Origine des crises de 1948 et de 1955 », dans *Sens*, n° 12, 2005, pp. 645-652.

⁴³ Sur NDS, cf. *Activités apostoliques et culturelles en Europe et au Levant. Notre-Dame de Sion milieu XIX^e siècle – milieu XX^e siècle. Journée d'études du vendredi 5 mai 2006. Textes réunis par Olivier Rota et Danielle Delmaire* (UL 3 Travaux et recherches), Lille, Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, 2009 ; M.-D. Gros, « La Congrégation Notre-Dame de Sion avant et après le concile », dans *Sens*, n° 9-10, 2002, pp. 488-504 ; O. Rota, « Une double fidélité. Évolution générale de la Congrégation des religieuses de Notre-Dame de Sion dans sa relation aux juifs (1946-1969) », dans *Sens*, n° 2, 2005, pp. 67-77.

⁴⁴ Les capitulaires sont les sœurs qui participent à un chapitre général.

⁴⁵ M.-B. Salmon, « La Congrégation Notre-Dame de Sion en France, pendant le concile Vatican II », dans *Sens*, n° 9-10, 2002, p. 479. Pour le message du cardinal Bea aux capitulaires, cf. Archives de la Congrégation Notre-Dame de Sion, Paris (NDS), carton 217.

Ce dernier avait déjà été sensibilisé à la question juive en janvier 1963 par Gerhart Riegner, secrétaire général du CJM. En effet, ce dernier avait été chargé par le cardinal Bea d'aller à la rencontre des cardinaux et évêques afin de leur expliquer ce que les juifs attendaient du concile, ainsi que de rencontrer les cardinaux qui en présidaient les réunions. À cette occasion, Gerhart Riegner avait rendu visite, avec son ami Ernst L. Ehrlich (du *B'nai B'rith*), au cardinal Suenens à Bruxelles ainsi qu'à d'autres évêques⁴⁶. En septembre 1963, l'archevêque de Malines-Bruxelles avait été nommé modérateur du concile, tâche consistant à en diriger les assemblées. Il était rapporteur à la Commission de coordination pour les deux schémas majeurs du concile (à savoir les schémas sur l'Église et sur l'Église dans le monde de ce temps). Bien qu'il ne soit pas intervenu lors du concile à propos du texte sur les juifs, il porta un intérêt certain à l'élaboration de ce document. Au cours de l'hiver 1963-1964, le cardinal Suenens confiait d'ailleurs au professeur Jean Welbes son souhait que le concile étende ses discussions sur l'œcuménisme au débat sur le judaïsme⁴⁷. Très vite, le cardinal manifesta le souhait d'avancer sur ce terrain. Il émit l'idée d'inviter des personnalités juives à converser à Malines avec des personnalités catholiques. La première rencontre eut lieu au palais archiepiscopal le 23 mars 1964 au cours de la semaine sainte (époque où, par le passé, les juifs avaient souvent été inquiétés par les chrétiens). Trois mois plus tard, le 30 juin 1964, eut lieu la deuxième rencontre entre juifs et catholiques. Cette fois-ci, c'était le Consistoire central israélite de Belgique (CCIB) qui recevait le cardinal Suenens et les mêmes personnalités catholiques que celles présentes le 23 mars 1964. Lors de cette rencontre, une question de « circonstance » fut posée par un participant juif au cardinal Suenens. Le rabbin Marc Kahlenberg demanda si l'Église considérait toujours les juifs comme un peuple déicide, précisant que, si c'était le cas, il n'était pas possible d'aller plus loin

⁴⁶ G. M. Riegner, *Ne jamais désespérer...*, pp. 375-376.

⁴⁷ Contacts interconfessionnels, *Chrétiens et juifs en Belgique. Vers une étape nouvelle dans l'histoire des relations entre chrétiens et juifs au Benelux*, Turnhout, 1985, p. 45. Voir les documents officiels dans Archives de l'Archevêché de Malines, Malines (AAM), Suenens, carton 250. De 1921 à 1926 eurent lieu cinq conversations semi-officielles – connues sous le nom de « conversations de Malines » – entre théologiens catholiques et anglicans. Ces rencontres doctrinales eurent lieu à l'initiative de Charles Lindley Wood, vicomte d'Halifax, et du lazariste Fernand Portal. Elles furent présidées par le cardinal Mercier.

dans la discussion. L'archevêque de Bruxelles répondit aussitôt que c'étaient les péchés de tous les hommes qui avaient tué le Christ et non les juifs.

Parmi les participants à ces réunions, on notera du côté juif : Paul Philippson, président du Consistoire central israélite de Belgique ; le général-médecin Ernest Wiener, ancien président du Consistoire ; Robert Dreyfus, grand rabbin de Belgique ; Marc Kahlenberg, rabbin de la communauté israélite de Bruxelles ; Roger Lévi, président de la communauté israélite de Bruxelles ; Jean Bloch, membre et président de « Mars et Mercure » ; Marcel Ginsburg, vice-président du Consistoire et membre du conseil d'administration de la Communauté israélite principale d'Anvers et Salomon Ringer, vice-président du Consistoire. Du côté catholique : le cardinal Léon-Joseph Suenens ; le chanoine Thierry Cogels, secrétaire du cardinal ; le chanoine Jean Giblet, professeur ordinaire à l'UCL ; l'abbé Jean Lambeau, directeur de l'institut Notre-Dame à Anderlecht ; le professeur Jean Welbes, maître de conférences à l'Université de Louvain ; Mgr Gonzague Ryckmans, professeur émérite de l'Université de Louvain ; l'abbé Roger Poelman, professeur à Lumen Vitae ; Mgr René Ceuppens, vicaire général, ainsi que le père A. Hayen, père jésuite se trouvant de manière fortuite à l'évêché au moment de la réunion. Le cardinal Suenens souhaite que ces conversations soient gardées secrètes, car il craignait qu'elles ne provoquent les mêmes remous que les Conversations de Malines qui avaient eu lieu entre 1921 et 1926 entre des catholiques et des anglicans⁴⁸. Pendant que ces différentes initiatives voyaient le jour en Belgique et en France, que devenait le texte sur les juifs ?

Le 15 janvier 1964, la Commission de coordination se réunit. Au cours de cette rencontre, le cardinal Liénart intervint à nouveau à propos du schéma sur l'œcuménisme et il fit remarquer que, selon lui, il fallait garder les chapitres sur les confessions non chrétiennes et sur la liberté religieuse dans ce schéma : « Les liens entre christianisme et judaïsme sont trop étroits pour que l'Église ne montre pas aux juifs la même sollicitude qu'aux autres frères séparés. » Il réitéra son souhait de voir une place accordée à l'islam⁴⁹.

⁴⁸ Cf. Contacts interconfessionnels, *Chrétiens et juifs en Belgique...*, pp. 45-46. Voir les documents officiels dans aux AAM, Malines, Suenens, carton 250.

⁴⁹ A. Liénart *Vatican II...*, p. 113.

Malgré le vœu exprimé par l'évêque de Lille d'intégrer le texte sur les juifs dans le *De Oecumenismo*, la Commission de coordination décida de laisser le SCUF libre de choisir s'il laissait ce texte en lien avec le schéma sur l'œcuménisme ou s'il en faisait une déclaration indépendante. Lors de la réunion plénière du Secrétariat qui eut lieu du 27 février au 7 mars 1964, on opta pour soustraire le texte sur les juifs du *De Oecumenismo*, qui traiterait exclusivement de l'unité des chrétiens et on décida de le placer en appendice à ce décret en raison des liens particuliers unissant l'Église au peuple juif. De plus, il fut décidé d'ajouter dans cet appendice des textes relatifs aux relations des chrétiens avec les autres religions non chrétiennes, dont l'islam⁵⁰.

Une nouvelle réunion de la Commission de coordination (16-17.04.1964) changea à nouveau la donne concernant le texte sur les juifs. Il fut décidé d'élargir le texte en une *Declaratio de hebraeis et de gentibus non christianis*. Cette déclaration devait être indépendante du *De Oecumenismo* ; affirmer le lien entre Église et peuple juif, mais sans condamner explicitement la notion de déicide par crainte de représailles des pays arabes ; faire mention des autres peuples non chrétiens comme « fils de Dieu » afin de ne pas mettre en avant les seuls juifs ; récuser tout racisme au nom de la fraternité universelle du genre humain.

De retour d'un voyage à Istanbul, où il avait pu observer la situation délicate des chrétiens, Mgr Willebrands fit appel le 25 avril au dominicain français Yves Congar et au professeur de Louvain Charles Moeller. Il leur demanda de préparer un nouveau texte sur les juifs et les non-chrétiens, texte qui soit conforme aux indications de la Commission de coordination ou du moins à celles du cardinal Cicognani⁵¹. Il devait répondre aux critères cités ci-dessus. Précisons que cette nouvelle version qu'il convenait d'élaborer – la 4^e – restait du ressort du Secrétariat pour l'Unité, mais avec la participation de Yves

⁵⁰ M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews...*, pp. 13-56 ; A.-M. Henry (éd.), *Vatican II...*, pp. 47-48.

⁵¹ Dans son journal, Y. Congar nous fait connaître le contexte dans lequel Mgr Willebrands avait fait appel à lui et à Moeller pour retravailler le texte. L'évêque se trouvait coincé entre la Secrétairerie d'État et le Secrétariat pour l'Unité. Tous les évêques du Secrétariat souhaitaient à une exception près que le terme déicide soit conservé et, de l'autre côté, le cardinal Cicognani était embarrassé suite à un rapport du nonce au Caire. Cf. Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 2, p. 82.

Congar et de Charles Moeller, tous deux sous la houlette de Mgr Willebrands, n° 2 du Secrétariat⁵². La Commission de coordination souhaitait ainsi tenir compte des voix s'étant élevées dans le monde arabe.

Bien qu'ils se soient appliqués à réviser le texte pour assurer sa conformité aux recommandations données par Johannes Willebrands, Charles Moeller et Yves Congar n'étaient pas pour autant convaincus des changements à apporter. Dans son journal, Yves Congar expliquera qu'il trouvait « assez scandaleux et inacceptable que l'Église doive, pour complaire à des gouvernements arabes [...] s'abstenir de dire ce qu'elle a à dire sur une question qui est de son ressort et sur laquelle elle doit parler ». Il était d'avis, écrivait-il, « de retenir *tout* le texte du Secrétariat en retirant seulement le *mot* “décide” et en exprimant l'idée d'une autre manière »⁵³.

Le document fut présenté le 27 avril 1964 à Mgr Willebrands⁵⁴. Les experts avaient insisté (contre le cardinal Cicognani, président de la Commission de coordination) pour garder intact le texte du Secrétariat, excepté le mot « décide », qui fut éliminé. Ils ne voulaient pas qu'on se contente de « paroles vagues »⁵⁵. Ils décidèrent également de ne pas faire de mention spéciale des musulmans. Ce texte fut admis par Johannes Willebrands, remis au Secrétariat du concile le 2 mai et transmis avec quelques observations critiques le 6 mai au pape Paul VI.

Il fallut attendre la fin du mois de juin 1964 pour que la mouture définitive de cette quatrième version soit établie et acceptée par la Commission de coordination réunie les 26 et 27 juin. Elle fut envoyée aux pères le 7 juillet 1964⁵⁶. Le nouveau texte répondait aux recommandations de cette Commission, qui avait proposé de placer le texte sur les juifs dans le cadre plus large des religions monothéistes et

⁵² É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, pp. 202-203 ; Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 1, pp. XL-XLI.

⁵³ Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 2, pp. 71-72.

⁵⁴ Cf. cette version dans Archives Lumen Gentium, Louvain-la-Neuve, Moeller, farde 2014-2023.

⁵⁵ Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 2, p. 82.

⁵⁶ Différentes décisions de Paul VI avaient contribué à donner plus de poids pour faire une déclaration concernant les juifs et les autres religions : son voyage en Terre Sainte (janvier 1964), la création d'un Secrétariat pour les non-chrétiens (17.05.1964) – le judaïsme restant du ressort de l'œcuménisme – et l'encyclique *Ecclesiam suam* (6.08.1964) qui situait le dialogue dans l'intention même de Dieu.

qui avait demandé d'exclure le mot « déicide ». Cette 2^e forme du schéma – la *Declaratio altera, De Judaeis et non christianis*⁵⁷ – était plus longue que le texte précédent (*De catholicorum habitudine ad non christianos et maxime ad Iudaeos*). Elle comptait 2 pages, soit 70 lignes. Situé en appendice du Décret sur l'œcuménisme, elle comportait trois paragraphes numérotés de 32 à 34⁵⁸. Le premier portait « Sur l'héritage partagé par les juifs et les chrétiens » (reprise de l'ancien 1^{er} paragraphe en excluant le mot de « déicide ») : n° 32. Le deuxième « Sur la paternité universelle de Dieu vis-à-vis de tous les croyants, y compris les musulmans » (qui font ainsi leur première apparition dans un texte conciliaire) : n° 33⁵⁹. Le troisième « Sur la fraternité humaine qui bannit toute discrimination » : n° 34.

Le texte sur les juifs (n° 32) se situait à présent dans un tout autre contexte et perdait de sa consistance. Au lieu d'être dans le cadre de l'œcuménisme, on le plaçait en effet dans celui des relations avec les autres religions et en particulier de l'islam – qui faisait sa première brève apparition dans un texte conciliaire – ainsi que dans le cadre de la fraternité universelle⁶⁰. (Dans le n° 32, on peut en outre remarquer différentes atténuations par rapport au texte précédent : substitution de *vexatio* à *persecutio* : « En outre, de même qu'il réproouve sévèrement les injustices (*iniuriae*) commises contre les hommes, où que ce soit, [le Concile] déplore et condamne également les haines et les persécutions (*vexatio*) contre les juifs » ; suppression du passage concernant le déicide : « Ainsi, que tous veillent soit dans l'enseignement catéchétique et dans la prédication du Verbe de Dieu, soit dans les conversations courantes, à ne pas présenter le peuple juif comme une nation réprouvée (*gens reprobata*), ni à dire ou faire quoi que ce soit d'autre qui puisse rendre les esprits hostiles (*alienare*) aux juifs. Qu'ils prennent garde en outre à ne pas imputer aux juifs de notre temps les actes qui ont été commis dans la Passion du Christ ».)

⁵⁷ Ce texte fut appelé « *declaratio altera* », la « *declaratio prior* » étant celui sur la liberté religieuse.

⁵⁸ Cf. le texte dans AS III, 2, pp. 327-329.

⁵⁹ Dans ce paragraphe, on voulait parler de la paternité universelle de Dieu mais la sous-commission pour l'islam avait déjà élaboré un petit texte qu'elle voulait intégrer dans la déclaration. Elle décida alors d'écrire les sept lignes qui se sont trouvées à la fin du § 33.

⁶⁰ M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews...*, pp. 13-56.

Ces modifications furent à l'origine du troisième moment de crise. En juin 1964, des rumeurs se répandirent selon lesquelles la Commission de coordination avait interféré dans l'élaboration du texte préparé par le Secrétariat pour l'Unité. Ces rumeurs affirmaient également que le terme de "déicide" avait été supprimé. De nombreux évêques américains se dirent déçus et d'abondantes réactions se firent entendre de la part de juifs et de catholiques qui craignaient que le concile ne perde sa crédibilité auprès des juifs⁶¹. Au même moment, des patriarches du Proche-Orient faisaient également entendre leurs voix : Maximos IV demandait que le texte sur les juifs soit retiré de l'agenda du concile ; le patriarche copte Sidarouss expliquait que le texte sur les juifs faisait l'objet d'un abus au niveau politique et religieux⁶².

Suite au déchaînement contre le texte conciliaire, la Congrégation Notre-Dame de Sion lança ce qu'elle appela son « coup d'envoi ». Le Conseil général envoya le 4 août 1964 une lettre aux sœurs les plus engagées dans les questions conciliaires. Cette lettre avait pour but de leur faire connaître les difficultés rencontrées par le texte sur les juifs et de leur demander de continuer à travailler (ou de commencer à travailler) avec les évêques de leurs pays respectifs sur la question du judaïsme et des juifs au concile. On pouvait lire la phrase suivante : « La déclaration sur les juifs, préparée pour le concile, rencontre de sérieuses difficultés. La Congrégation doit apporter toute son aide, discrète et efficace, à ce travail de l'Église. »⁶³

Après avoir reçu la lettre du Conseil général, la sœur Bénédicte (de Paris) se mit immédiatement en contact avec différentes personnalités belges et françaises : Mgr Heuschen, évêque auxiliaire de Liège ; le professeur Jean Giblet, exégète à Louvain et conseiller du cardinal Suenens ; et Henri Cazelles, expert français au concile. La religieuse apprit que l'archevêque belge avait organisé avec le grand rabbin de Belgique une deuxième rencontre entre juifs et catholiques. Le professeur Giblet montra à la religieuse trois ou quatre feuillets dactylographiés et signés par le cardinal Suenens et destinés à une revue juive (devant paraître quinze jours plus tard). Dans les deux

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ P. Berger Marx, *Les relations entre les juifs et les catholiques...*, p. 461. Pour le texte de la lettre, cf. ASS, farde « concile Vatican II ».

premières pages, on pouvait lire, selon la sœur, « la substance du futur chapitre sur les juifs »⁶⁴. Ces informations montrent l'intérêt que portait le primat de Belgique à la question juive. Avant la troisième session conciliaire, il fut d'ailleurs tenu au courant du travail mené par la Congrégation de Sion par l'intermédiaire du professeur Gibley⁶⁵. Dans les documents d'archives des sœurs, on apprend encore que ce dernier avait préparé une note pour le cardinal Suenens. De son côté, Henri Cazelles avait aussi accepté de rédiger une note à l'intention de Mgr Veuillot. Nous ne savons pas quel fut l'écho reçu par ces différentes « notes » auprès des évêques belges et français. De même, nous n'avons pas la possibilité de savoir si les informations relayées par les sœurs et par les théologiens eurent une quelconque influence au concile. Cependant, cet épisode nous apprend qu'à la veille de la troisième session conciliaire, différentes personnes se mobilisaient en Belgique comme en France parmi les religieux, théologiens ou évêques pour promouvoir les relations avec les juifs et réfléchir au document conciliaire les concernant.

Troisième session (septembre – novembre 1964)

La troisième session conciliaire fut importante dans l'évolution du texte sur les juifs. Pour la première fois on discuta et vota ce document. Le premier examen public du texte sur les juifs et les religions non chrétiennes – intitulé *Seconde déclaration, Des juifs et des non-chrétiens – De Judaeis et non christianis* eut lieu le 25 septembre 1964 lors de la 88^e assemblée générale (ou congrégation générale, C.G.) du concile. Le cardinal Bea présenta le 2^e schéma de la déclaration (pour rappel, la seconde déclaration placée en appendice du Décret sur l'œcuménisme)⁶⁶. Il reprit les arguments en faveur du texte, tout en se démarquant avec habileté de sa présente forme en évoquant notamment le rôle de la Commission de coordination dans sa révision et en insistant sur l'absurdité qu'était l'accusation de déicide,

⁶⁴ Il s'agit d'un article que le cardinal Suenens écrivit à l'occasion des dix ans du quotidien juif de Belgique *Belgisch israelitisch Weekblad*. Cf. dans AAM, Suenens, carton « Rapports avec l'archevêché ».

⁶⁵ Compte rendu de sœur Bénédicte à la supérieure provinciale en date du 31.08.1964 – ASS, farde « concile Vatican II ».

⁶⁶ AS III, 2, pp. 558-564.

de sorte qu'on comprenait qu'il souhaitait la réintroduction du terme. Il lut également un texte de protestation que lui avaient fait parvenir les juifs⁶⁷.

Le débat sur la déclaration eut lieu en assemblée générale du 28 au 30 septembre 1964. Alors que le 25 septembre, le cardinal Bea avait plaidé pour le rétablissement du texte précédent (comprenant le terme de "déicide"), trois jours plus tard, l'intervention fort remarquée de Mgr Heenan, membre du Secrétariat, fut encore plus claire : « Sous sa forme actuelle, le texte que vous avez entre les mains n'est pas de nous. Je ne sais quels sont les experts qui ont rédigé ce projet, mais, laissez-moi vous le dire en toute franchise, ce sont des experts inexpérimentés (*periti imperiti*). » Outre le cardinal Bea et Mgr Heenan, l'assemblée qui avait demandé que le texte de 1963 sur les juifs soit davantage développé critiqua la nouvelle version où l'on avait abandonné le rejet de l'accusation de déicide. Ainsi, la majorité des intervenants demanda que le texte écarte l'accusation de déicide⁶⁸. Plusieurs orateurs regrettèrent l'affaiblissement du document. Ce fut le cas notamment du cardinal Liénart⁶⁹. Celui-ci demandait explicitement que les quatre premiers paragraphes de l'article 32 de l'appendice soient maintenus dans le schéma sur l'œcuménisme ; que la catéchèse et la prédication soient « conformes à la foi », que le « Saint Concile ordonne surtout de supprimer absolument les paroles dénonçant les juifs comme peuple réprouvé, *a fortiori* comme coupable et déicide, car ce n'est nullement conforme à l'enseignement de l'Écriture sainte » ; enfin qu'on admette que la vocation du peuple juif est toujours actuelle et que les juifs ont une place dans l'économie du Salut⁷⁰.

Un évêque belge intervint aussi ce 28 septembre. Il s'agit de Mgr Jules Victor Daem, évêque d'Anvers, ville où vivait une vaste

⁶⁷ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens ...*, p. 204 ; M. Riegner, *Ne jamais désespérer...*, p. 382.

⁶⁸ R. Laurentin, *L'Église et les juifs...*, p. 23.

⁶⁹ Remarque importante concernant la lettre de carême de 1960 et l'intervention du cardinal Liénart lors du concile Vatican II. Tout cela ne fut possible que grâce au travail resté dans l'ombre de Jules Isaac. Ce dernier avait préparé des textes avec le chanoine Renard et les avait transmis au groupe AJC de Lille, qui les travailla encore avant de les remettre au cardinal Liénart avant son départ pour Rome. Lettres de Jules Isaac du 25.05.1961 et 26.06.1961. Cf. Archives du Saulchoir, Paris, Dupuy, carton n° 13 « Amitié judéo-chrétienne ».

⁷⁰ A. Liénart, *Vatican II...*, p. 124 ; pour le texte en français, cf. pp. 127-128. Texte en latin, cf. AS III, 2, pp. 579-581.

communauté juive. Il souhaitait que le schéma sur les juifs mette plus en lumière les valeurs communes des juifs et des chrétiens et qu'on parle de la relation actuelle des chrétiens à l'égard des juifs en gardant à l'esprit les valeurs actuelles des juifs et du judaïsme (par exemple leur volonté de rester fidèles aux commandements de Dieu)⁷¹.

Les opposants habituels (comme le patriarche Tappouni) se manifestèrent à nouveau, plaidant pour le retrait du texte en mettant en avant l'inopportunité de la déclaration, les effets nuisibles de celle-ci sur les chrétiens vivant en terre d'islam, l'impossibilité de privilégier une religion par rapport à une autre. À ces arguments s'en ajoutaient d'autres, empruntés à un antijudaïsme proche de l'antisémitisme. Cette contamination de l'antijudaïsme provenait des secteurs les plus conservateurs de la Curie⁷².

La discussion sur le schéma concernant les religions non chrétiennes se poursuivit le 29 septembre lors de la 90^e congrégation générale. Ce jour-là, Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, fit une intervention très remarquée. Il insista sur l'importance d'examiner la signification que revêtait pour les chrétiens l'existence des juifs aujourd'hui, ainsi que sur la nécessité d'examiner ensemble, juifs et chrétiens, l'*Ancien Testament*. Il rappela les crimes « perpétrés envers les juifs par les fils de l'Église » et invita à confesser les fautes commises envers ce peuple⁷³. Une lettre de l'évêque de Strasbourg au grand rabbin de France, Jacob Kaplan, nous apprend que cette déclaration avait été encouragée par le cardinal Liénart et qu'elle contribua par la suite au revirement de l'attitude de l'épiscopat, du moins en Europe⁷⁴. Dans son journal, le père Congar rapporte une anecdote significative au sujet de cette intervention de Mgr Elchinger : alors que l'évêque de Stras-

⁷¹ Texte en latin, cf. AS III, 2, pp. 604-607. Pour une partie de la traduction en français, cf. n° non daté d'*Israël et nous* (sans doute le numéro d'octobre 1964), pp. 31-32.

⁷² Exemple de discours : celui du cardinal Ruffini, archevêque de Palerme, qui disait qu'il fallait être amical envers les juifs, mais que ces derniers devaient supprimer du Talmud les passages antichrétiens. Cf. É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, p. 205.

⁷³ *Sens*, 12 (1979), p. 2. Le numéro de *Sens* dit que l'intervention de L.-A. Elchinger eut lieu le 9.09.1964. Or ce fut le 29.09.1964. Cf. AS III, 3, pp. 26-31. Pour le texte en français, cf. R. Laurentin, *L'Église et les juifs à Vatican II...*, pp. 114-119. Pour connaître en détail le travail mené par Mgr Elchinger au concile, voir B. Xibaut, *Mgr Léon-Arthur Elchinger. Un évêque français au concile*, Paris, 2009.

⁷⁴ Archives du Mémorial de la Shoah, Paris, Kaplan, carton 71, lettre de L.-A. Elchinger à J. Kaplan, 4.09.1982.

bourg regagnait sa place, des voisins lui ont demandé : « Combien vous ont-ils payé ? »⁷⁵

Le 30 septembre, un troisième courant d'opposition vit le jour (après les évêques orientaux et les membres conservateurs de la curie). Un évêque du Rwanda, Mgr Gahamanyi, s'exprima au nom de plusieurs dizaines de pères africains et brésiliens. Il regrettait qu'on fasse tant l'éloge des juifs et des musulmans, car leurs religions sont des systèmes clos donnant moins de prise au christianisme que l'animisme. Son point de vue n'était pas réellement le reflet d'une opposition au texte sur les juifs, mais plutôt le signe d'une volonté d'élargir le texte en donnant plus de place aux autres religions non chrétiennes. Cet élargissement était également souhaité par Jean Villot, coadjuteur de Lyon, et par André-Marie Charue, évêque de Namur.

Malgré les opposants, l'issue de cette première discussion en séance publique sur le *De Judaeis et non christianis* fut celle d'une incontestable victoire pour le cardinal Bea. Le Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens se remit ensuite immédiatement au travail en tenant compte des amendements proposés par les pères⁷⁶. Alors qu'il se plongeait à nouveau dans le document, un incident sans lendemain se produisit. Le 7 octobre 1964, les trois instances dirigeantes du concile (Conseil de Présidence, Collège des Modérateurs et Secrétariat) se réunirent : les cardinaux Agagianian et Ruffini – soutenus par le cardinal-secrétaire d'État Cicognani et par Mgr Felici, secrétaire général du concile – s'opposèrent vigoureusement au texte. Ils proposèrent qu'on supprime cette déclaration et qu'on la remplace par un paragraphe sur les juifs qui serait introduit dans le chapitre II du *De Ecclesia*. Ce paragraphe devrait être rédigé par la Commission mixte : Secrétariat pour l'Unité et Commission doctrinale⁷⁷. Cette proposition fut entérinée par Paul VI le 8 octobre et Mgr Felici la communiqua à cette date aux cardinaux Bea et Ottaviani⁷⁸. Immédiatement, Augustin Bea s'opposa à la mise en place d'une telle Commission mixte⁷⁹. Le 10 octobre, lors de la réunion du SCUF, il fit part de la situation qui semblait remettre en cause les acquis

⁷⁵ Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 2, p. 433.

⁷⁶ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, pp. 205-206.

⁷⁷ Cf. AS V, 2, pp. 754-757.

⁷⁸ Cf. AS V, 2, pp. 763-765.

⁷⁹ Cf. AS V, 2, pp. 779.

conciliaires⁸⁰. Finalement, le cardinal Bea obtint le retour au *statu quo* suite à une réunion avec les cardinaux Ottaviani et Cicognani le 11 octobre et suite à une rencontre avec le pape, qui le rassura en lui disant que le texte sur les juifs ne serait ni amputé, ni diminué. Cet événement resta sans lendemain et le travail d'amendements put reprendre au sein du Secrétariat pour l'Unité à partir du 20 octobre⁸¹.

Le groupe de travail du SCUF se réunit du 20 au 25 octobre afin de réviser le schéma. Il en ressortit l'apparition de deux paragraphes distincts : pour l'islam et pour les religions asiatiques. Le passage sur les juifs reprit quant à lui certains éléments qui avaient été éliminés de la version précédente : notamment la référence à l'épître de Paul aux Romains, chapitre 11 (Rm 11) et surtout le refus de la malédiction du déicide⁸². Le 30 octobre, la troisième forme du schéma, la déclaration *De Ecclesiae habitudine ad religiones non christianae* fut adoptée lors de la séance plénière du Secrétariat. Mais la Commission doctrinale devait encore examiner et approuver le texte. Cela eut lieu le 12 novembre. Les discussions furent diverses, rapporte le père Congar. Ce fut surtout la mention du "déicide" dans le nouveau texte qui fit l'objet de pourparlers. L'évêque de Namur, Mgr Charue, intervint sur cette question en affirmant qu'on ne pouvait pas tirer du *Nouveau Testament* l'idée selon laquelle le Christ aurait condamné son peuple. Finalement, lorsque vint le moment de voter, l'unanimité fut presque acquise en faveur de la nouvelle mouture de la déclaration, de sorte que celle-ci put être distribuée aux pères le 18 novembre, en plein milieu de la troisième session⁸³. Cette version retravaillée comprenait cinq chapitres. La section sur les juifs – ou le numéro 4 – était toujours incluse dans un contexte plus large, où l'on parlait des autres religions non chrétiennes. Bien qu'on ait pensé placer ce texte en appendice de la Constitution sur l'Église (notamment lors de la réunion du 11 octobre 1964), ce texte fut finalement indépendant du *De Ecclesia* ainsi que du *De Oecumenismo*.

⁸⁰ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, p. 206 ; P. Poswick, *Un journal du concile. Vatican II vu par un diplomate belge*, Paris, 2005, pp. 471-472.

⁸¹ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, p. 206.

⁸² *Ibid.*

⁸³ Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 2, pp. 261-262.

Cette troisième forme du schéma s'articule en cinq chapitres⁸⁴. Préambule et chapitre 1 : sur les doctrines qui, tout en différant de celle de l'Église, détiennent une parcelle de vérité (ou 1^{ère} partie de l'ancien n° 33) ; chapitre 2 : sur les diverses religions non chrétiennes, essentiellement l'hindouisme et le bouddhisme (ou 1^{ère} partie de l'ancien n° 33) ; chapitre 3 : sur l'islam (ou 2^e partie de l'ancien n° 33 ; ancienne partie augmentée) ; chapitre 4 : sur les juifs (ou ancien n° 32 augmenté et modifié) ; chapitre 5 : exhortation à vivre la fraternité universelle ; condamnation de toute forme de discrimination (ou ancien n° 34 et passage de l'ancien n° 33)⁸⁵.

L'ancien numéro 32 de la deuxième forme du schéma – ou *Declaratio altera, De Judaeis et non christianis* – devint le chapitre consacré aux juifs, connu sous le nom de *Nostra Aetate* n° 4. Situé dans un cadre plus large où l'on parlait des autres religions, le texte sur les juifs pouvait se permettre d'être amplifié et renforcé, de sorte que c'était un texte fort qui condamnait explicitement le « déicide » qui fut présenté : « Que jamais le peuple juif ne soit présenté comme une race réprouvée ou maudite ou coupable de déicide ». Remarquons que le titre de ce 3^e schéma ne faisait plus mention des juifs. En revanche, le texte les concernant était amélioré. Outre le rétablissement de la clause excluant le déicide et outre l'explication que le Christ est mort pour les péchés de tous les hommes, ce texte remplaçait l'expression « Paul et les juifs » par « Paul et son peuple » ; il faisait référence à Rm 9,5 (qui exprime que le Christ est en lien avec ses pères) ; il reconnaissait que malgré les convictions différentes entre juifs et chrétiens, les premiers restent très chers aux seconds ; il insistait sur le fait que juifs et chrétiens ont le même héritage.

⁸⁴ Pour le texte, cf. *AS* III, 8, pp. 637-643.

⁸⁵ Les introductions des § 33 et 34 sont à l'origine du chap. 5 de la déclaration définitive *Nostra Aetate*. Ce chapitre 5 sur la paternité universelle de Dieu a été contracté car on y a retiré l'allusion à l'islam pour en faire un chapitre à part. L'ancien texte sur la paternité universelle et les musulmans (n° 33) fut divisé pour en faire deux paragraphes. Le premier était plus général et traitait d'une part – dans le préambule – des doctrines qui tout en différant de celle de l'Église détenaient une parcelle de vérité, et d'autre part – dans le numéro 2 – des diverses religions non chrétiennes, essentiellement l'hindouisme et le bouddhisme. La deuxième partie du texte primitif fut consacrée aux musulmans. Ce texte fut augmenté suite à la demande des pères. Il devint le numéro 3 de la déclaration.

Ce schéma révisé sur les religions non chrétiennes fut examiné et voté le 20 novembre 1964 lors de la 127^e congrégation générale⁸⁶. Il fut approuvé par une majorité écrasante. Les textes votés lors de la troisième session furent promulgués le 21 novembre. Selon le règlement, les textes adoptés ne pouvaient plus être modifiés en substance, mais seules des retouches de détail pouvaient être faites⁸⁷. La déclaration sur les religions non chrétiennes pouvait donc encore être amendée avant la fin du concile.

Troisième intersession (novembre 1964 – septembre 1965) et quatrième session (septembre – décembre 1965)

Immédiatement après le vote, des critiques se firent entendre : chez certains membres de la curie opposés à la disculpation des juifs ; du côté des intégristes qui parlaient de « complot contre l'Église » en reprenant tous les préjugés multiséculaires, ainsi que de la part des Églises d'Orient, qui craignaient que ce texte ne justifie le retour des juifs en terre d'Israël et ne menace les populations chrétiennes. Une série de manifestations d'hostilité furent organisées dans le monde arabe. La Secrétairerie d'État était inquiète de la tournure prise par les événements. Elle craignait que la déclaration concernant les juifs n'ait des implications politiques pour les chrétiens vivant dans les pays arabes. Amleto Giovanni Cicognani demanda à Augustin Bea d'expliquer la déclaration, ce qu'il fit le 30 novembre 1964 dans l'*Osservatore Romano*. L'article qu'il publiait était une mise au point. Il insistait sur le fait que la déclaration n'admettait aucune interprétation politique, mais qu'elle revêtait un caractère exclusivement religieux. Il expliqua également que le paragraphe sur les juifs n'excluait pas la question de la culpabilité de ceux qui prirent une part active dans la mort du Christ, mais il précisait qu'on ne pouvait l'attribuer à tous les juifs de l'époque qui vivaient en dehors de la Palestine et dans la diaspora et encore moins aux juifs d'aujourd'hui⁸⁸.

⁸⁶ AS III, 8, pp. 636-651, 661-675.

⁸⁷ R. Laurentin, *L'Église et les juifs*..., p. 29.

⁸⁸ P. Poswick, *Un journal du concile*..., p. 505 ; M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews*..., pp. 13-56.

Dès décembre 1964, malgré la mise au point du cardinal Bea, une campagne d'opposition au texte fut lancée dans la presse. À l'agitation dans les pays arabes et aux offensives diplomatiques appuyées par les patriarches orientaux s'ajoutait l'opposition des cercles plus traditionnels de l'Église, cercles hostiles à la réintroduction du terme « déicide ». Par ailleurs, une partie de la presse israélienne donnait une interprétation politique au texte en laissant entendre qu'en renonçant au déicide l'Église commençait à se détacher de la divinité du Christ⁸⁹.

Au cours de cette 3^e intersession, trois sessions (mars, mai et septembre) du Secrétariat pour l'unité et trois voyages au Proche-Orient furent nécessaires pour dégager un texte tenant compte des différentes opinions qui s'affrontaient, ainsi que pour tenter de satisfaire le pape, soucieux de rencontrer l'adhésion de la plus grande majorité possible⁹⁰. Le travail mené dans le SCUF et les voyages effectués au Proche-Orient pendant cette troisième session ont été étudiés en détail par Mathijs Lamberigts et Leo Declerck dans un article intitulé *Mgr E. J. De Smedt et le texte sur la religion juive*, publié dans les *Ephemerides Theologicae Lovanienses* (ETL) en 2009⁹¹. Cette étude est particulièrement intéressante pour prendre connaissance du rôle joué par l'évêque de Bruges, Mgr De Smedt, dans la « sauvegarde » de la déclaration sur les juifs.

La première réunion du SCUF eut lieu du 1^{er} au 5 mars 1965. Lors de cette rencontre, le texte disant clairement que les juifs ne pouvaient être accusés de déicide fut maintenu⁹². Cette réunion fut suivie d'un premier voyage au Proche-Orient du 18 au 23 mars 1965. Il fut effectué par Mgr Willebrands accompagné d'un Français, le père Duprey (sous-secrétaire du SCUF). Ils se rendirent au Liban et en Syrie où ils rencontrèrent notamment le cardinal Tappouni, le cardinal Meouchi et le patriarche Maximos⁹³.

En avril 1965, le cardinal Bea subit de nouvelles pressions, de sorte que Mgr Willebrands et le père Duprey furent à nouveau chargés par le

⁸⁹ R. Laurentin, *L'Église et les juifs...*, p. 30 ; M. Lamberigts – L. Declerck, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews...*, pp. 13-56.

⁹⁰ G. M. Riegner, *Ne jamais désespérer...*, p. 384.

⁹¹ M. Lamberigts – L. Declerck, *Mgr E. J. De Smedt et le texte sur la religion juive* (*Nostra Aetate*, n° 4), dans *ETL*, 85, 2009/4, pp. 341-384.

⁹² *Ibid.*, pp. 344-346.

⁹³ *Ibid.*, pp. 345-348.

Secrétariat pour l'Unité de se rendre en Orient afin d'y tâter le terrain et de tenter de convaincre leurs interlocuteurs du caractère exclusivement religieux de la déclaration. Ce deuxième voyage au Proche-Orient eut lieu du 23 au 30 avril. Cette fois-ci, les deux délégués se rendirent en Jordanie et en Égypte, ainsi qu'à Jérusalem. Ce fut pour eux l'occasion de rencontrer entre autres le patriarche latin de Jérusalem Gori, le métropolite grec-orthodoxe Basilios, le patriarche Sidarouss, l'évêque copte Théophilos et l'évêque grec-orthodoxe Nikolaos. Leur rapport rendu fin avril n'était pas très encourageant⁹⁴. L'impression générale faisait ressortir d'une part le danger encouru par les chrétiens des pays arabes suite à la déclaration et, d'autre part, le risque de rupture diplomatique de tous les États arabes (sauf le Liban) avec le Saint-Siège. Suite à ce rapport, il fut suggéré de renoncer au terme de « déicide », qui constituait la pierre d'achoppement de la déclaration.

L'avenir de la déclaration sur les juifs se joua de manière particulière lors de la 2^e réunion plénière du SCUF. Celle-ci eut lieu du 10 au 14 mai 1965, bien que certains *periti* (experts) se soient déjà réunis à partir du 3 mai. On y discuta de l'opportunité de faire une *Déclaration sur les religions non chrétiennes*. Le 3 mai, la discussion avait tourné principalement autour du paragraphe concernant les juifs. Différentes solutions avaient été envisagées : le cardinal Bea avait parlé en faveur d'une suppression du « déicide », sa position étant partagée par le pape Paul VI, qui souhaitait également qu'on supprime le paragraphe sur l'antisémitisme. De son côté, Mgr Willebrands avait proposé d'annuler la déclaration, disant qu'elle se heurtait à des difficultés non encore résolues. Sa position s'expliquait par sa crainte des persécutions qui pourraient sévir contre les chrétiens et par sa conviction que le retranchement de quelques mots ne suffirait pas à les éviter⁹⁵. Yves Congar, persuadé que ni la solution préconisée par Paul VI et le cardinal Bea, ni celle de Mgr Willebrands n'étaient satisfaisantes, rédigea le 4 mai un bref projet de déclaration globale destiné à remplacer la version existante de la Déclaration sur les religions non chrétiennes⁹⁶. Le 10 mai, au sortir de la réunion plénière

⁹⁴ Cf. AS V, 3, pp. 314-320.

⁹⁵ Y. Congar, *Mon journal du concile*, t. 2, pp. 364-365.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 367.

du SCUF, le cardinal Bea fit savoir à Yves Congar qu'il était en quelque sorte favorable à la solution qu'il préconisait, à savoir un nouveau texte court et général. Mais, de son côté, Yves Congar avait changé d'avis et estimait qu'il était préférable d'ajourner la promulgation du texte qui avait déjà été voté et qui exprimait officiellement l'esprit du concile. Johannes Willebrands, quant à lui, était toujours partisan d'une suppression entière du texte ou d'une réduction drastique de celui-ci⁹⁷.

Le 12 mai, la discussion se poursuivit autour du *deicidium*. Le père Congar ne pouvait pas participer à cette réunion, mais il avait fait parvenir une lettre à Mgr Willebrands. Dans celle-ci, il disait qu'il était d'avis qu'on garde le texte et estimait que, dans le cas contraire, il fallait expliquer en toute franchise le pourquoi de son rejet et renvoyer au texte déjà voté en novembre 1964 en demandant de faire des études ultérieures sur le sujet⁹⁸. On le voit, le dominicain français voulait à tout prix éviter qu'on supprime le texte sur les juifs. Il n'était pas le seul à partager ce souci. Une autre personne joua un rôle important pour la sauvegarde du document lors de cette réunion du SCUF. Il s'agit de Mgr De Smedt, évêque belge du diocèse de Bruges. Alors que différentes voix au sein du Secrétariat se faisaient à nouveau entendre en proposant un abandon du texte, l'évêque de Bruges fit une intervention importante, où il dit en substance plusieurs choses. Le texte est bon ; il doit être promulgué ; par respect pour les orientaux, il faut autant que possible éviter les conséquences négatives et notamment avoir le courage d'enlever le mot *deicidium* du texte pour des raisons œcuméniques et fraternelles ; en revanche, il faut garder le « *reprobat et damnat* » en y ajoutant éventuellement « *quaestionibus politicis non sese immiscens sed religiosa caritate impulsa* » ; il faut expliquer le texte aux évêques catholiques et orthodoxes pour qu'à leur tour ils l'expliquent aux fidèles ; il est nécessaire d'informer les ambassades, nonciatures et le COE (Conseil œcuménique des Églises) ; enfin, il est important de faire jouer l'opinion mondiale en cas d'éventuelles persécutions des chrétiens dans les pays musulmans⁹⁹.

⁹⁷ *Ibid.*, pp. 377-378.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 379.

⁹⁹ M. Lamberigts – L. Declerck, *Mgr E. J. De Smedt et le texte sur la religion juive...*, pp. 349-353.

Le lendemain, 13 mai, l'examen du texte se poursuivit. On procéda à un vote pour savoir si on gardait ou non le *deicidium*. Neuf personnes étaient en faveur de son maintien et quinze pour sa suppression. Comme la majorité des 2/3 n'était pas acquise, on ne pouvait pas encore changer le texte. Mgr De Smedt prit la parole à de nombreuses reprises lors de cette réunion. Il se déclara notamment prêt à laisser tomber le « *damnat* » et l'assemblée se prononça en faveur du remplacement du « *reprobat et damnat* » par le « *deplorat* ». L'évêque de Bruges fit encore d'autres propositions qui furent acceptées par le SCUF¹⁰⁰.

Il fallut attendre le 14 mai pour qu'au terme de longues discussions, une nouvelle mouture de la déclaration vît le jour. Le cardinal Bea et son Secrétariat acceptèrent qu'on renonce au terme de « *décide* ». À ce stade, le sort du document restait encore fort incertain et pour sortir de cette situation, la décision fut prise d'organiser une nouvelle prise de contact avec les patriarches orientaux¹⁰¹.

Ce même jour, le cardinal Suenens – probablement informé des modifications apportées au texte sur les juifs, par Albert Prignon (prêtre belge, recteur du Collège belge depuis août 1962 et expert conciliaire en 1963) ou par Charles Moeller – écrivit à Mgr Angelo Dell'Acqua, un proche collaborateur de Paul VI. Il attira son « attention sur les graves répercussions que cette résolution risqu[ait] de soulever dans l'opinion mondiale et ultérieurement au concile ». Il rappela que ce texte avait déjà été voté par « une immense majorité qui a[vait] expressément voulu réintroduire certaines formules que l'on envisage[ait] en ce moment de supprimer ». Ces modifications étaient opposées au règlement du concile qui n'admettait pas de « retouches substantielles *post suffragationem* », mais uniquement des retouches de détail. Une modification en substance d'un texte ne pouvait être faite qu'à la demande de « l'autorité suprême ». En modifiant ainsi le texte, le modérateur du concile craignait que le concile ne doive faire face à une impasse. À travers cette lettre adressée à Mgr Dell'Acqua, le cardinal Suenens écrivait en réalité au pape lui-même, afin de lui faire part de ses craintes et d'attirer son attention sur l'impasse à éviter pour que la 4^e session se déroule dans les meilleures conditions¹⁰².

¹⁰⁰ Pour les autres modifications, cf. *ibid.*, pp. 354-356.

¹⁰¹ *Ibid.*, pp. 355-357 ; É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, p. 208.

¹⁰² AS V, 3, p. 321.

On le voit, le primat de Belgique se préoccupait toujours autant de l'avenir du texte sur les juifs. De fait, il portait un grand intérêt aux relations avec le monde juif et jugeait important que le concile en fasse état. Une nouvelle rencontre réunissant juifs et catholiques à Malines témoigne d'ailleurs de ce souci de l'archevêque de Malines-Bruxelles d'approfondir le dialogue entre juifs et chrétiens. Cette rencontre eut lieu le 29 juin 1965, soit un an après la deuxième rencontre au Consistoire central israélite de Belgique où – rappelons-le – le cardinal Suenens avait affirmé que ce n'étaient pas les juifs mais les péchés de tous les hommes qui avaient tué le Christ¹⁰³.

Conformément à la décision prise le 14 mai par le SCUF, un nouveau voyage au Proche-Orient fut organisé du 18 au 24 juillet 1965. Outre Mgr Willebrands et le père Duprey, une nouvelle personne les accompagna dans le plus grand secret. Il s'agit de Mgr De Smedt¹⁰⁴. Envoyé par le pape et par le cardinal Cicognani, celui-ci devait, avec ses collègues, soumettre la nouvelle mouture du document aux patriarches orientaux : Tappouni, de l'Église syriaque ; Meouchi, patriarche maronite ; Maximos, patriarche melkite ; Gori, du patriarcat latin ; Batanian, patriarche arménien, et Sidarouss, patriarche copte. L'accueil rencontré par les évêques fut plus positif que précédemment. Tous les patriarches se montrèrent impressionnés par le travail du Secrétariat et se dirent prêts à collaborer afin de donner de meilleures informations concernant la déclaration sur les religions non chrétiennes. Ils trouvèrent également très important qu'il y ait un service d'information sur le concile dans le monde musulman, ce qui fut mis en place dès le début de la 4^e session. La satisfaction l'emporta donc sur les critiques lors de ce troisième voyage, bien que de nouvelles observations aient été suggérées. Elles provenaient du patriarche Maximos¹⁰⁵.

Émile-Joseph De Smedt et Johannes Willebrands réussirent à introduire dans le texte les modifications proposées par Maximos IV

¹⁰³ Contacts interconfessionnels, *Chrétiens et juifs en Belgique*..., p. 46. Une 4^{ème} rencontre eut lieu à Malines après le concile, le 22 mars 1967.

¹⁰⁴ Soucieux de garder secret ce voyage délicat, Mgr De Smedt avait rédigé le 16 juillet un communiqué de presse dans lequel il annonçait qu'il devait séjourner deux semaines à Rome pour préparer la 4^e session conciliaire.

¹⁰⁵ M. Lamberigts – L. Declerck, *Mgr E. J. De Smedt et le texte sur la religion juive*..., pp. 356-368 ; É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens*..., p. 208.

(ce dernier avait proposé quatre modifications légères)¹⁰⁶. Ils devaient cependant encore les faire accepter par le SCUF. Cela fut discuté lors de la 3^e réunion plénière, qui eut lieu au début de la 4^e session conciliaire, à savoir du 15 au 18 septembre 1965. Après une longue discussion, on procéda au vote et le Secrétariat accepta en substance les modifications souhaitées par le patriarche melkite. Le pape donna l'ordre que le nouveau texte soit distribué. Cela fut fait le 6 octobre. Le texte était accompagné d'une longue explication¹⁰⁷.

Quels sont les changements fondamentaux intervenus dans le chapitre 4 sur les juifs entre la version votée le 20 novembre 1964 et celle distribuée aux pères le 6 octobre 1965 ? Cette 4^e forme du schéma portait toujours le nom de *De Ecclesiae habitudine ad religiones non christianas* et constituait une déclaration indépendante¹⁰⁸. Le n° 4 – toujours consacré aux juifs – comportait quatre principes : l'héritage commun des juifs et des chrétiens ; le rejet d'une responsabilité collective des juifs dans la mort de Jésus ; l'attitude envers le peuple juif dans le contexte pastoral et catéchétique ; le rejet de toute forme d'antisémitisme et un appel à l'amour universel du Christ. Le n° 4 était un texte atténué par rapport à la version de 1964. Entre le projet de 1964 et le texte de 1965, il y eut deux changements notoires. La phrase « Que jamais le peuple juif ne soit présenté [...] comme coupable de déicide » fut supprimée et on mit à la place : « Encore que des autorités juives, avec leurs partisans, aient poussé à la mort du Christ, ce qui a été commis durant sa Passion ne peut être imputé ni indistinctement à tous les juifs vivant alors, ni aux juifs de notre temps. S'il est vrai que l'Église est le nouveau peuple de Dieu, les juifs ne doivent pas, pour autant, être présentés comme réprouvés par Dieu ou maudits, comme si cela découlait de la Sainte Écriture. » La condamnation de l'antisémitisme fut quant à elle réduite à une simple déploration. On lit : « L'Église [...] déplore les haines, les persécutions et toutes les manifestations d'antisémitisme... » au lieu de « déplore et condamne la haine et les persécutions contre les juifs... » (version de 1964).

¹⁰⁶ Voir les modifications dans M. Lamberigts – L. Declerck, *Mgr E. J. De Smedt et le texte sur la religion juive...*, p. 362.

¹⁰⁷ *Ibid.*, pp. 367-369.

¹⁰⁸ Cf. le texte, dans AS IV, 5, pp. 616-620. Pour les documents conciliaires, cf. *Concile œcuménique Vatican II. Constitutions – Décrets – Déclarations. Textes français et latin*, Paris, 1967, 1014 p. (*Nostra Aetate* n° 4, pp. 696-699).

Les modifications apportées dans la nouvelle déclaration ne firent pas l'unanimité. Le point de vue du philosophe Jacques Maritain est à cet égard significatif. Il nous est connu grâce à une lettre datée du 13 octobre 1965, adressée au pape de la part du cardinal Charles Journet. Cette lettre fut lue en séance plénière par ce dernier. Jacques Maritain, ayant appris la suppression des mots *damnat* et *deplorat*, avait écrit au cardinal pour lui faire part de sa « vraie blessure ». Il s'agissait, selon lui, d'un « grand recul par rapport aux condamnations du racisme et de l'antisémitisme portées par Pie XI »¹⁰⁹.

C'est donc un texte atténué qui fut examiné les 14 et 15 octobre 1965 lors des 149^e et 150^e Congrégations générales. Le 14 octobre, l'assemblée se prononça sur l'*expensio modorum*, à savoir sur la manière dont le Secrétariat pour l'unité avait tenu compte des observations des pères afin d'« atténuer le texte, le préciser et empêcher autant que possible son interprétation politique par les sionistes »¹¹⁰. Le contenu du nouveau texte appelait à un *non placet*, mais l'opportunité appelait un *placet*, au risque que le contenu s'évanouisse. Le cardinal Bea plaida donc pour le vote de ce texte¹¹¹. Son discours reçut un large écho, de sorte qu'il apparut clair qu'une seule décision était raisonnable et possible : voter *placet* pour l'ensemble du texte¹¹². Cela fut fait le 15 octobre, jour où eut lieu un vote sur les *modi* et un vote d'ensemble en session publique¹¹³. La plupart des évêques orientaux ont voté en faveur de ce texte¹¹⁴. Ainsi, le texte sur le rapport avec les juifs fut adopté par une très large majorité. Sur 2.023 présents, 1.763 *placet* contre 250 *non placet* et 10 nuls.

Entre ce vote du 15 octobre et la promulgation solennelle du 28 octobre, eut lieu un petit événement rapporté par Mathijs Lamberigts et Leo Declerck, qui est le reflet de l'histoire mouvementée connue par la déclaration sur les juifs : avant la promulgation du document, Mgr De Smedt et d'autres membres du Secrétariat pour l'Unité demandèrent au cardinal Suenens et aux autres modérateurs du concile que le pape promulgue le texte avant le 28 octobre ou au moins qu'on

¹⁰⁹ AS V, 3, p. 427.

¹¹⁰ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, p. 208.

¹¹¹ AS IV, 4, pp. 722-725.

¹¹² R. Laurentin, *L'Eglise et les juifs...*, pp. 38-39.

¹¹³ AS IV, 4, pp. 763-764, 824.

¹¹⁴ P. Poswick, *Un journal du concile...*, p. 606.

annonce la promulgation du document. La démarche des membres du SCUF s'expliquait par leur crainte de voir le document soulever de nouveaux mécontentements qui auraient risqué d'entraîner l'annulation de sa promulgation officielle¹¹⁵. Il n'en fut rien et, le 28 octobre 1965, eut lieu le vote solennel de la déclaration et sa promulgation en séance publique. Le résultat du vote final fut le suivant : sur 2.309 présents, 2.221 *placet* et 88 *non placet*.

Comment fut reçu ce texte ? Suite aux nombreuses démarches faites pour expliquer le document, celui-ci suscita des réactions positives, excepté auprès de l'ambassade d'Irak. Certaines oppositions se firent entendre de la part de juifs qui regrettaient les modifications apportées au document mais, de manière générale, on comprit le caractère de compromis du texte¹¹⁶. Ce fut notamment le cas des Sœurs de Sion, qui avaient combattu pour que cette déclaration soit promulguée. Sœur Bénédicte rapporte qu'au soir du vote, elle fit une visite avec sœur Magda au cardinal Bea pour le remercier. Selon le témoignage de la religieuse, le cardinal « rentrait du concile – où il avait combattu jusqu'à épuisement – avec un visage creusé, mais plein de lumière. Nous avons juste pu le remercier, et déposer, dans l'ascenseur qui le menait à son appartement... une très belle rose rouge ! »¹¹⁷ Le Secrétariat pour l'Unité – avec à sa tête le cardinal Bea – avait donc réussi à surmonter les obstacles : la prudence politique de la Secrétairerie d'État, les craintes liées à la situation des chrétiens arabes et les restes d'antijudaïsme présents dans les milieux les plus conservateurs de l'épiscopat et de la curie¹¹⁸.

¹¹⁵ M. Lamberigts – L. Declercq, *Nostra Aetate 4. Vatican II on the Jews...*, pp. 13-56.

¹¹⁶ Le grand rabbin de France J. Kaplan exprima dans une lettre adressée à Sr Bénédicte le sentiment des juifs à l'issue du vote (3.01.1966) : « Il y eut des suppressions regrettables que vous connaissez... mais aussi... on n'y trouve plus ce cri du cœur qu'aurait pu inspirer le souvenir des persécutions subies par les juifs, dans le passé, du fait de "l'enseignement du mépris". Malgré tout, cette déclaration permet aux hommes de bonne volonté de travailler pour une grande amélioration des rapports entre chrétiens et juifs. », ASS, lettre de J. Kaplan à M.-B. Salmon, 3.01.1966.

¹¹⁷ Dossier non publié réalisé par Béatrice Iréhu et qui comprend les témoignages entendus en date du 23.02.1986 pour célébrer les 20 ans de *Nostra Aetate* et de la fondation du SIDIC ou Service d'Information et de Documentation judéo-chrétien (de Paris), pp. 15-16.

¹¹⁸ É. Fouilloux, *L'étape Vatican II*, dans *Juifs et chrétiens...*, p. 209.

Conclusion

Le 28 octobre 1965 marque une date historique pour les relations entre juifs et catholiques. Pour la première fois de son histoire, l'Église élaborait un discours sur le judaïsme. Au lendemain du concile, toute la question était de savoir si une suite serait donnée à *Nostra Aetate*. En effet, ce premier document du magistère était loin de tout dire. S'il reconnaissait les racines communes du judaïsme et du christianisme et s'il encourageait un « dialogue fraternel » entre juifs et chrétiens en vertu d'un « si grand patrimoine spirituel », le texte se taisait sur la question de la permanence historique du judaïsme ou encore sur la question de l'État d'Israël¹¹⁹.

Ce parcours historique à travers l'élaboration de la déclaration, allant de la phase antépréparatoire du concile à la quatrième session conciliaire, a voulu mettre en évidence d'une part l'histoire mouvementée que connut la déclaration sur les religions non chrétiennes en mettant en évidence les moments critiques où se cristallisèrent les oppositions et, d'autre part, la participation belge et française dans l'élaboration de ce texte.

La déclaration sur les relations avec le judaïsme n'est pas née du jour au lendemain. Sa lente gestation met en évidence des enjeux importants, qui étaient sous-jacents lors des débats conciliaires. Un des problèmes majeurs posés par ce texte était qu'il inaugurerait un rapport inédit avec la tradition de l'Église. Dans le paragraphe 4, le document ne fait référence à aucun concile, à aucun pape, à aucun père de l'Église, mais s'appuie uniquement sur l'Écriture. Ce texte n'a donc pas de « préhistoire » officielle, mais fait œuvre de pionnier ! Un autre enjeu théologique important est le fait que pour la première fois l'Église inscrit la relation avec le peuple juif au cœur d'une méditation sur elle-même : « Scrutant le mystère de l'Église, le concile rappelle le lien qui relie spirituellement le peuple du *Nouveau Testament* avec la lignée d'Abraham. » La relation entre juifs et chrétiens trouve par là un fondement très solide, fondement que les aléas de l'histoire ne pourront pas modifier, puisque cette relation appartient « au dessein de Dieu ». Ces enjeux théologiques aident à comprendre l'élaboration

¹¹⁹ *Nostra Aetate* n° 4, dans *Concile œcuménique Vatican II. Constitutions – Décrets – Déclarations. Textes français et latin*, Paris, 1967, pp. 696-699.

laborieuse et mouvementée de ce document. En effet, *Nostra Aetate* inaugurerait ainsi une nouvelle théologie à l'égard du judaïsme, ce qui n'était pas sans poser problème pour des motifs politiques ainsi que pour des motifs théologiques.

On peut dire que la théologie officielle de l'Église sur Israël a commencé lors du concile Vatican II. La déclaration *Nostra Aetate* représente à cet égard le premier des textes qui formeront avec d'autres textes ultérieurs, tels les *Orientations et suggestions* de la Commission du Saint-Siège pour les relations religieuses avec les juifs¹²⁰ (1975) et les *Notes* de cette même commission¹²¹ (1985), les jalons d'un nouvel enseignement de l'Église à l'égard des juifs et du judaïsme.

La promulgation solennelle de la déclaration à la fin de la quatrième et dernière session conciliaire fut le résultat d'un travail acharné mené par les membres du Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens, mais aussi par tous ceux qui se sont investis d'une façon ou d'une autre dans la « bataille pour *Nostra Aetate* » (pour reprendre les termes de sœur Bénédictine).

Il est très difficile de savoir quelle fut la part exacte de telle ou telle personne dans l'élaboration de la déclaration conciliaire. De même, lorsqu'on demande quelle fut la contribution des Belges et des Français dans la rédaction de ce texte, la réponse reste souvent peu claire : « Ils ne se sont pas beaucoup intéressés à ces questions ; ils travaillaient sur d'autres textes importants du concile. » Notre étude a voulu mettre en évidence qu'à côté du rôle majeur joué par certains « ténors » du SCUF (le cardinal Bea, Mgr Willebrands, etc.), certaines personnalités belges et françaises ont eu un rôle non négligeable dans la réflexion qui mena à la promulgation du premier texte conciliaire sur les relations entre juifs et catholiques. Pour cela, il est important de distinguer les personnes qui eurent un rôle officiel lors du concile de celles qui travaillèrent dans l'ombre pour tenter de faire changer les mentalités et de rendre possible une telle déclaration. Une personne comme le cardinal Suenens peut trouver place dans ces deux catégories. Même s'il ne prit pas la parole de façon officielle sur la question juive lors du concile, il

¹²⁰ Commission pour les Relations religieuses avec le Judaïsme, « Orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire *Nostra Aetate*, n° 4 », dans *Documentation catholique*, n° 72, 1668 (19.01.1975), pp. 59-61.

¹²¹ Commission pour les Relations religieuses avec le Judaïsme, « Catholiques et juifs. Un nouveau regard. Notes », dans *Documentation catholique*, n° 82, 1900 (21.07.1985), pp. 733-738.

porta un intérêt certain à cette question et travailla de manière discrète à faire changer les mentalités. C'est ce dont témoignent les rencontres entre juifs et chrétiens qu'il mit sur pied à Malines au cours de l'année 1964.

Outre les rencontres de Malines, qui permirent de réfléchir aux relations entre juifs et catholiques au moment où l'Église se lançait dans une réflexion sur ces questions, d'autres instances suivirent avec intérêt les développements conciliaires. Ce fut le cas de différentes sections de l'AJC, comme Paule Marx le montre dans son livre. Les membres de l'AJC souhaitaient obtenir un maximum d'informations sur le concile afin d'éclairer les acteurs conciliaires sur ces questions. C'était également le but poursuivi par la Congrégation des Sœurs de Sion. Même s'il nous est impossible de mesurer l'influence que les démarches des uns et des autres purent avoir auprès de Rome, il est certain que le travail d'information mené dans l'ombre par ces personnes ne laissa pas indifférents les évêques et les experts conciliaires contactés.

On vient de le rappeler, différentes personnes jouèrent un rôle non officiel dans l'élaboration de *Nostra Aetate*. Il en est d'autres qui eurent un poids plus considérable dans l'évolution du texte conciliaire sur les juifs. Nous pouvons citer ici le cardinal Liénart, qui intervint à différentes reprises lors de réunions de la Commission de coordination ou également une fois lors d'une assemblée générale (le 28 septembre 1964) ; Charles Moeller et Yves Congar, qui sur ordre de Mgr Willebrands retravaillèrent la déclaration conciliaire au cours du mois d'avril 1964 ; Mgr Elchinger, qui lors de la 90^e congrégation générale (29 septembre 1964) invita les pères conciliaires à formuler une demande de pardon à l'égard des juifs ; le père Duprey et Mgr De Smedt, qui voyagèrent au Proche-Orient avec Mgr Willebrands pour tenter de faire accepter la déclaration sur les juifs aux patriarches de ces pays ; ou encore d'autres personnes à qui l'on doit des interventions moins remarquées et/ou moins connues mais révélatrices de l'intérêt qu'elles portaient à ces questions comme Mgr Charue ou Mgr Daem.

La question de la part prise par les Belges et les Français dans l'histoire de *Nostra Aetate* est loin d'être résolue. L'article de Mathijs Lamberigts et de Leo Declerck sur le rôle joué par Mgr De Smedt lors de la dernière intersession est à cet égard significatif. En effet, nous ignorions jusqu'alors que l'évêque de Bruges – connu pour sa partici-

pation à l'élaboration de la déclaration sur la liberté religieuse – avait joué un rôle déterminant dans la sauvegarde du texte conciliaire sur les juifs.